

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/11183]

20 JANVIER 2019. — Loi portant assentiment au Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté à Séoul le 12 novembre 2012 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Le Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté à Séoul le 12 novembre 2012, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents : 54-3324.

Rapport intégral : sans rapport

(2) Liste des Etats liés

Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac
Préambule

Les Parties au présent Protocole,

Prenant en considération le fait que le 21 mai 2003, la Cinquante-Sixième Assemblée mondiale de la Santé a adopté par consensus la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, entrée en vigueur le 27 février 2005;

Reconnaissant que la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac est l'un des traités des Nations Unies qui a été le plus rapidement ratifié et que c'est un instrument fondamental pour atteindre les objectifs de l'Organisation mondiale de la Santé;

Rappelant le Préambule de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, qui stipule que la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale;

Résolues également à faire primer leur droit de protéger la santé publique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/11183]

20 JANUARI 2019. — Wet houdende instemming met het Protocol tot uitbanning van illegale handel in tabaksproducten, aangenomen te Seoul op 12 november 2012 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Protocol tot uitbanning van illegale handel in tabaksproducten, aangenomen te Seoul op 12 november 2012, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Stukken : 54-3324.

Integraal verslag : zonder verslag.

(2) Lijst gebonden staten.

—————
VERTALING

Protocol tot uitbanning van illegale handel in tabaksproducten
Inleiding

De partijen bij dit protocol

Overwegende dat de 56e Wereldgezondheidsvergadering op 21 mei 2003 bij consensus het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging heeft aangenomen, dat op 27 februari 2005 in werking is getreden;

Erkennende dat het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging één van de snelst geratificeerde verdragen van de Verenigde Naties en een fundamenteel hulpmiddel voor het realiseren van de doelstellingen van de Wereldgezondheidsorganisatie is;

Herinnerend aan de inleiding van de Akte van Oprichting van de Wereldgezondheidsorganisatie, welke stelt dat het genieten van de hoogst haalbare standaard van gezondheid een fundamenteel recht is van elk mens, zonder onderscheid te maken tussen ras, religie, politieke overtuiging, economische of sociale omstandigheid;

Eveneens vastberaden om prioriteit te geven aan hun recht om de volksgezondheid te beschermen;

Profondément préoccupées par le fait que le commerce illicite des produits du tabac contribue à la propagation de l'épidémie de tabagisme, qui constitue un problème mondial aux conséquences graves pour la santé publique et qui exige des réponses nationales et internationales efficaces, adaptées et globales;

Reconnaissant en outre que le commerce illicite des produits du tabac sape les mesures financières et fiscales destinées à renforcer la lutte antitabac et accroît par là même l'accessibilité et le caractère abordable des produits du tabac;

Gravement préoccupées par les effets préjudiciables qu'une plus grande accessibilité et un coût plus abordable des produits du tabac faisant l'objet d'un commerce illicite ont sur la santé publique et sur le bien-être, en particulier celui des jeunes, des pauvres et d'autres groupes vulnérables;

Gravement préoccupées par les répercussions économiques et sociales disproportionnées du commerce illicite des produits du tabac sur les pays en développement et les pays à économie en transition;

Conscientes de la nécessité de développer les capacités scientifiques, techniques et institutionnelles afin de planifier et de mettre en œuvre des mesures nationales, régionales et internationales appropriées pour éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac;

Reconnaissant que l'accès aux ressources et aux technologies pertinentes est d'une grande importance pour accroître la capacité des Parties, en particulier des pays en développement et des pays à économie en transition, d'éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac;

Reconnaissant également que, même si des zones franches sont établies pour faciliter le commerce légal, elles ont été utilisées pour faciliter la mondialisation du commerce illicite des produits du tabac, tant en ce qui concerne le transit illicite de produits de contrebande que la fabrication de produits du tabac illicites;

Reconnaissant par ailleurs que le commerce illicite des produits du tabac sape les économies des Parties et affecte de façon préjudiciable leur stabilité et leur sécurité;

Conscientes également que le commerce illicite des produits du tabac dégage des bénéfices financiers qui sont utilisés pour financer une criminalité transnationale qui nuit aux objectifs des gouvernements;

Reconnaissant que le commerce illicite des produits du tabac compromet les objectifs sanitaires, fait peser une charge supplémentaire sur les systèmes de santé et entraîne des pertes de revenus pour les économies des Parties;

Ayant à l'esprit l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, dans lequel les Parties conviennent qu'en définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, elles veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale;

Soulignant la nécessité de rester attentif à tout effort fait par l'industrie du tabac pour saper ou réduire à néant les stratégies de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac et la nécessité d'être informé des activités de l'industrie du tabac ayant des répercussions négatives sur les stratégies de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac;

Ayant à l'esprit l'article 6.2 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, qui encourage les Parties à interdire ou restreindre, selon le cas, la vente aux voyageurs internationaux et/ou l'importation par eux de produits du tabac en franchise de droits et de taxes;

Reconnaissant en outre que le tabac et les produits du tabac en transit international et en transbordement constituent une filière pour le commerce illicite;

Tenant compte du fait qu'une action efficace pour prévenir et combattre le commerce illicite des produits du tabac exige une approche internationale globale et une étroite coopération embrassant tous les aspects du commerce illicite, y compris, le cas échéant, le commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication;

Rappelant et soulignant l'importance d'autres accords internationaux pertinents tels que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, ainsi que l'obligation qui est faite aux Parties à ces conventions d'appliquer les dispositions

Diep bezorgd dat de illegale handel in tabaksproducten bijdraagt aan het verspreiden van de tabaksepidemie, die een wereldwijd probleem is met serieuze gevolgen voor de volksgezondheid en noopt tot effectieve, geschikte en uitgebreide nationale en internationale reacties;

Verder erkennende dat illegale handel in tabaksproducten de prijs- en belastingmaatregelen, die ontworpen zijn om tabaksontmoediging te versterken, ondermijnt en daarbij de toegankelijkheid en betaalbaarheid van tabaksproducten verhoogt;

Ernstig bezorgd over de nadelige gevolgen van de toename van de toegankelijkheid en betaalbaarheid van illegaal verhandelde tabaksproducten voor de volksgezondheid en het welzijn, in het bijzonder van jongeren, de armen en andere kwetsbare groepen;

Ernstig bezorgd over de buitenproportionele economische en sociale gevolgen van illegale handel in tabaksproducten voor ontwikkelingslanden en landen met een overgangseconomie;

Zich bewust van de noodzaak om wetenschappelijke, technische en institutionele capaciteit te ontwikkelen om geschikte nationale, regionale en internationale maatregelen te plannen om alle vormen van illegale handel in tabaksproducten te beëindigen;

Erkennende dat toegang tot middelen en relevante technologieën van groot belang is voor het vergroten van het vermogen van de partijen, vooral in ontwikkelingslanden en landen met een overgangseconomie, om alle vormen van illegale handel in tabaksproducten te beëindigen;

Eveneens erkennende dat, hoewel er vrije zones zijn vastgesteld om legale handel mogelijk te maken, deze gebruikt zijn om de globalisering van illegale handel in tabaksproducten mogelijk te maken, zowel met betrekking tot de illegale doorgang van gesmokkelde producten als tot de productie van illegale tabaksproducten;

Tevens erkennende dat illegale handel in tabaksproducten de economieën van partijen ondermijnt en hun stabiliteit en veiligheid nadelig beïnvloedt;

Eveneens zich ervan bewust dat illegale handel in tabaksproducten financiële winsten genereert die gebruikt worden om internationale criminele activiteit te financieren, hetgeen de overheidsdoelstellingen hindert;

Erkennende dat de illegale handel in tabaksproducten de gezondheidsdoelstellingen ondermijnt, gezondheidszorgsystemen extra belast en leidt tot inkomstenverlies voor de economieën van de partijen;

Indachtig artikel 5.3 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging waarin partijen overeenkomen dat partijen bij het vaststellen en ten uitvoer leggen van hun beleid op het gebied van volksgezondheid met betrekking tot tabaksontmoediging zullen handelen om dit beleid te beschermen tegen commerciële en andere gevestigde belangen van de tabaksindustrie in overeenstemming met nationale wetten;

Nadruk leggende op de noodzaak om alert te zijn op pogingen van de tabaksindustrie om strategieën ter bestrijding van illegale handel in tabaksproducten te ondermijnen of te verstoren en de noodzaak om op de hoogte te zijn van activiteiten van de tabaksindustrie die nadelige gevolgen hebben voor strategieën om illegale handel in tabaksproducten te bestrijden;

Indachtig artikel 6.2 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging, dat partijen aanmoedigt om verkoop en/ of import door internationale reizigers van belasting- en rechtenvrije tabaksproducten te verbieden dan wel te beperken;

Bovendien erkennende dat tabak en tabaksproducten een kanaal voor illegale handel vinden in internationale doorvoer en overlading;

Overwegende dat effectieve actie om illegale handel in tabaksproducten te voorkomen en te bestrijden een uitgebreide internationale aanpak van en nauwe samenwerking inzake alle aspecten van illegale handel vereist, met inbegrip van illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur;

Herinnerend aan en nadruk leggend op het belang van andere relevante internationale overeenkomsten zoals het Verdrag van de Verenigde Naties tegen grensoverschrijdende georganiseerde misdaad, het Verdrag van de Verenigde Naties tegen corruptie en het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de sluikehandel in verdovende middelen en psychotrope stoffen en de verplichting dat partijen bij deze verdragen, naargelang van de behoefte, de relevante bepalingen van deze

pertinentes desdites conventions, le cas échéant, au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication, et encourageant les Parties qui ne sont pas encore Parties à ces accords à envisager de le devenir;

Reconnaissant qu'il faut renforcer la coopération entre le Secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, l'Organisation mondiale des Douanes et d'autres organes, selon les besoins;

Rappelant l'article 15 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, dans lequel les Parties reconnaissent notamment que l'élimination de toutes les formes de commerce illicite de produits du tabac, y compris la contrebande et la fabrication illicite, constitue un aspect essentiel de la lutte antitabac;

Considérant que le présent Protocole ne cherche pas à traiter de questions relatives aux droits de propriété intellectuelle; et

Convaincues que l'adjonction d'un protocole global à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac sera un moyen puissant et efficace de parer au commerce illicite des produits du tabac et à ses graves conséquences,

Convient de ce qui suit :

PARTIE I. — INTRODUCTION

Article 1^{er} Emploi des termes

1. On entend par « négoce » l'activité qui consiste à agir comme intermédiaire pour le compte d'autrui, par exemple lors de la négociation d'un contrat, d'un achat ou d'une vente en échange d'une rémunération ou d'une commission.

2. On entend par « cigarette » un rouleau de tabac coupé destiné à être fumé, entouré de papier à cigarette. Cela exclut les produits régionaux spécifiques tels que le bidi, l'ang hoon ou d'autres produits similaires qui peuvent être enveloppés dans du papier ou dans des feuilles. Aux fins de l'article 8, le terme « cigarette » recouvre également le tabac à rouler finement coupé destiné à la fabrication d'une cigarette.

3. On entend par « confiscation » la dépossession permanente de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente.

4. On entend par « livraison surveillée » la méthode consistant à permettre la sortie du territoire, le passage par le territoire ou l'entrée sur le territoire d'un ou de plusieurs Etats d'expéditions illicites ou suspectées de l'être, au su et sous le contrôle des autorités compétentes de ces Etats, en vue d'enquêter sur une infraction et d'identifier les personnes impliquées dans sa commission.

5. On entend par « zone franche » une partie du territoire d'une Partie dans laquelle toutes marchandises qui y sont introduites sont généralement considérées comme n'étant pas sur le territoire douanier au regard des droits et taxes à l'importation.

6. On entend par « commerce illicite » toute pratique ou conduite interdite par la loi, relative à la production, l'expédition, la réception, la possession, la distribution, la vente ou l'achat, y compris toute pratique ou conduite destinée à faciliter une telle activité.

7. On entend par « licence » l'autorisation d'une autorité compétente après présentation, de la façon prescrite, d'une demande ou d'autres documents à l'autorité compétente.

8. a) On entend par « matériel de fabrication » les machines qui sont conçues ou adaptées pour servir uniquement à fabriquer des produits du tabac et qui font partie intégrante du processus de fabrication.

b) On entend par « partie de ce matériel » dans le contexte du matériel de fabrication toute partie identifiable qui est propre au matériel de fabrication utilisé dans la fabrication de produits du tabac.

9. On entend par « Partie », sauf indication contraire du contexte, une Partie au présent Protocole.

10. On entend par « données à caractère personnel » toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable.

11. On entend par « organisation d'intégration économique régionale » une organisation composée de plusieurs Etats souverains, et à laquelle ses Etats Membres ont donné compétence sur un certain nombre de questions, y compris le pouvoir de prendre des décisions ayant force obligatoire pour ses Etats Membres concernant ces questions.

verdragen toepassen op illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur en ter aanmoediging van die partijen, die nog geen partij geworden zijn bij deze verdragen, om dit te overwegen; De noodzaak

Erkennende om nauwere samenwerking op te bouwen tussen het secretariaat van het Verdrag van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging en het kantoor van de Verenigde Naties voor drugs en misdaad, de Werelddouaneorganisatie en andere instellingen, naargelang van de behoefte;

Herinnerend aan artikel 15 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging, waarin partijen o.a. erkennen dat de uitbanning van alle vormen van illegale handel in tabaksproducten, met inbegrip van smokkelen en illegale productie, een essentieel onderdeel is van tabaksontmoediging;

Overwegende dat dit protocol niet gericht is op kwesties met betrekking tot intellectuele eigendomsrechten; en

Ervan overtuigd dat het aanvullen van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging met een uitgebreid protocol een krachtig, effectief middel zal zijn om illegale handel in tabaksproducten en de ernstige gevolgen hiervan tegen te gaan,

Zijn het volgende overeengekomen :

DEEL I. — INLEIDING

Artikel 1 Gebruikte termen

1. „Tussenhandelen” betekent optreden als agent voor anderen, zoals bij het onderhandelen over contracten, aankopen, of verkopen in ruil voor een honorarium of commissie.

2. „Sigaret” betekent een rol gesneden tabak om te roken, omsloten door sigarettenpapier. Dit sluit specifiek regionale producten uit, zoals bidi's, ang hoon, of andere soortgelijke producten die in papier of bladen gewikkeld kunnen worden. Ten behoeve van artikel 8 kan „sigaret” tevens refereren aan fijn gesneden „met de hand gerolde” tabak voor het maken van een sigaret.

3. „Inbeslagneming”, dat waar van toepassing verbeurdverklaring omvat, betekent het ontnemen van eigendom op last van een rechtbank of andere bevoegde instantie.

4. „Gecontroleerde aflevering” betekent de techniek van het toestaan van uitvoer, doorvoer of invoer van illegale of verdachte partijen naar, door of op het grondgebied van één of meer staten met medeweten en onder toezicht van hun bevoegde instanties, met het oog op het onderzoeken van een delict en het identificeren van de personen die betrokken zijn bij het plegen van het delict.

5. „Vrije zone” betekent een deel van het grondgebied van een partij waar ingevoerde goederen over het algemeen, wat betreft importrechten en belastingen, beschouwd worden als zijnde buiten het douanegebied.

6. „Illegale handel” betekent elke bij de wet verboden handeling of manier van optreden en die betrekking heeft op productie, verzending, ontvangst, bezit, distributie, verkoop of aankoop, met inbegrip van elke handeling of manier van optreden bedoeld om een dergelijke activiteit mogelijk te maken.

7. „Vergunning” betekent toestemming van een bevoegde instantie na het indienen van de vereiste aanvraag of andere documentatie bij de bevoegde instantie.

8. a) „Productieapparatuur” betekent machines die ontworpen, of aangepast zijn om uitsluitend gebruikt te worden voor het produceren van tabaksproducten en essentieel zijn voor het productieproces.

b) Elk deel daarvan” betekent in verband met productieapparatuur, elk identificeerbaar onderdeel dat uniek is voor de productieapparatuur die gebruikt wordt bij het produceren van tabaksproducten.

9. „Partij” betekent, tenzij de context anders aangeeft, een partij bij dit protocol.

10. „Persoonsgegevens” betekent elke informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon.

11. „Regionale organisatie voor economische integratie” betekent een organisatie die bestaat uit verschillende soevereine staten en waaraan de lidstaten bevoegdheden hebben overgedragen voor een reeks kwesties, met inbegrip van de bevoegdheid om beslissingen met betrekking tot deze kwesties bindend te maken voor de lidstaten.

12. La « chaîne logistique » comprend la fabrication de produits du tabac et de matériel de fabrication et l'importation ou l'exportation de produits du tabac et de matériel de fabrication; elle peut être étendue, au besoin, à l'une ou plusieurs des activités suivantes si une Partie en décide ainsi :

- a) La vente au détail de produits du tabac;
- b) La culture du tabac, sauf dans le cas des cultivateurs, agriculteurs et producteurs traditionnels travaillant à petite échelle;
- c) Le transport de quantités commerciales de produits du tabac ou de matériel de fabrication; et
- d) La vente en gros, le négoce, l'entreposage ou la distribution de tabac et de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

13. On entend par « produits du tabac » des produits fabriqués entièrement ou partiellement à partir de tabac en feuilles comme matière première et destinés à être fumés, sucés, chiqués ou prisés.

14. On entend par « suivi et traçabilité » le contrôle systématique et la reconstitution, par les autorités compétentes ou par toute autre personne agissant en leur nom, du parcours ou des mouvements des articles tout le long de la chaîne logistique, comme indiqué à l'article 8.

Article 2

Relations entre le présent Protocole et d'autres accords et instruments juridiques.

1. Les dispositions de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui s'appliquent à ses protocoles s'appliquent au présent Protocole.

2. Les Parties qui ont conclu des accords du type de ceux indiqués à l'article 2 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac communiquent le texte de tels accords à la Réunion des Parties par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention.

3. Aucune disposition du présent Protocole n'affecte les droits et obligations d'une Partie en vertu d'une autre convention internationale, d'un autre traité ou d'un autre accord international en vigueur à son égard qu'elle juge plus propice à l'élimination du commerce illicite des produits du tabac.

4. Aucune disposition du présent Protocole n'affecte les autres droits, obligations et responsabilités des Parties au regard du droit international, y compris de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Article 3

Objectif

L'objectif du présent Protocole est d'éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac, conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

PARTIE II. — OBLIGATIONS GENERALES

Article 4

Obligations générales

1. Outre les dispositions de l'article 5 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, les Parties :

- a) Adoptent et appliquent des mesures efficaces pour contrôler ou réglementer la chaîne logistique des marchandises visées par le présent Protocole afin de prévenir, de dissuader et de déceler le commerce illicite de ces marchandises, d'enquêter et d'engager des poursuites à son sujet, et coopèrent entre elles à cette fin;
- b) Prennent toutes les mesures nécessaires conformément à leur droit national pour rendre plus efficaces les autorités et services compétents, y compris les services de douane et de police chargés de prévenir, de dissuader et de déceler toutes les formes de commerce illicite des marchandises visées par le présent Protocole, d'enquêter et d'engager des poursuites à leur sujet et de les éliminer;
- c) Adoptent des mesures efficaces pour faciliter ou obtenir une assistance technique et un appui financier, un renforcement des capacités et une coopération internationale afin d'atteindre les objectifs du présent Protocole et d'assurer la mise à la disposition des autorités compétentes, et l'échange sécurisé avec elles, des informations à échanger au titre du présent Protocole;
- d) Coopèrent étroitement entre elles, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs internes respectifs, en vue de rendre plus efficace l'action de détection et de répression menée pour lutter contre les actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 du présent Protocole;

12. De „toeleveringsketen” dekt de productie van tabaksproducten en productieapparatuur, en import of export van tabaksproducten en productieapparatuur, en kan uitgebreid worden, indien relevant, naar één of meer van de volgende activiteiten wanneer een partij dit besluit :

- a) het verkopen van tabaksproducten;
- b) het verbouwen van tabak, behalve voor traditionele telers, boeren en producenten op kleine schaal;
- c) het transporteren van commerciële hoeveelheden tabaksproducten of productieapparatuur; en
- d) in het groot handelen in, het tussenhandelen in, het opslaan of distribueren van tabak en tabaksproducten of productieapparatuur.

13. „Tabaksproducten” betekent producten die geheel of gedeeltelijk gemaakt zijn met bladtabak als grondstof, die geproduceerd zijn om gerookt, gezogen, gekauwd of gesnoven te worden.

14. „Volgen en traceren” betekent systematisch controleren en recreëren van de route of beweging van artikelen door de toeleveringsketen door bevoegde instanties en andere personen die namens hen handelen, zoals beschreven in artikel 8.

Artikel 2

Relatie tussen dit protocol en andere verdragen en rechtsinstrumenten

1. De bepalingen van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging die van toepassing zijn op de protocollen, zullen van toepassing zijn op dit protocol.

2. Partijen die de soorten overeenkomsten genoemd in artikel 2 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging zijn aangegaan, zullen dergelijke overeenkomsten melden aan de Vergadering van de partijen via het secretariaat van het Verdrag.

3. Niets in dit protocol zal van invloed zijn op de rechten en verplichtingen van enige partij volgens enige andere voor die partij geldende internationale conventie, verdrag of internationale overeenkomst, die de partij meer bevorderlijk acht voor het uitbannen van illegale handel in tabaksproducten.

4. Niets in dit protocol zal van invloed zijn op andere rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden van partijen op grond van de internationale wetgeving, met inbegrip van het Verdrag van de Verenigde Naties tegen grensoverschrijdende georganiseerde misdaad.

Artikel 3

Doelstelling

De doelstelling van dit protocol is om alle vormen van illegale handel in tabaksproducten uit te bannen volgens de voorwaarden van artikel 15 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

DEEL II. — ALGEMENE VERPLICHTINGEN

Artikel 4

Algemene verplichtingen

1. Naast de bepalingen van artikel 5 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging, zullen partijen :

- a) effectieve maatregelen aannemen en ten uitvoer leggen om de toeleveringsketen van goederen die onder dit protocol vallen te beheren of te reguleren om illegale handel in dergelijke goederen te voorkomen, te ontmoedigen, op te sporen, te onderzoeken en te vervolgen en zullen hiervoor met elkaar samenwerken.
- b) alle nodige maatregelen nemen volgens hun nationale wetgeving om de effectiviteit van hun bevoegde instanties en diensten, met inbegrip van douanediensdiensten en politie verantwoordelijk voor het voorkomen, ontmoedigen, opsporen, onderzoeken, vervolgen en uitbannen van alle vormen van illegale handel in goederen die onder dit protocol vallen, te verhogen.
- c) effectieve maatregelen aannemen voor het vergemakkelijken of verkrijgen van technische hulp en financiële ondersteuning, capaciteitsopbouw en internationale samenwerking om de doelstellingen van dit protocol te realiseren en de beschikbaarheid voor, en de veilige uitwisseling met de bevoegde instanties van informatie die op grond van dit protocol uitgewisseld moet worden, te verzekeren.
- d) nauw samenwerken met elkaar, in overeenstemming met hun respectievelijke binnenlandse wettelijke en bestuurlijke systemen om de effectiviteit van acties voor wetshandhaving te verbeteren om het onwettige gedrag, met inbegrip van strafbare feiten vastgesteld in overeenstemming met artikel 14 van dit protocol, te bestrijden.

- e) Coopèrent et communiquent, le cas échéant, avec les organisations intergouvernementales régionales et internationales compétentes dans le cadre de l'échange sécurisé d'informations visé par le présent Protocole pour permettre la mise en œuvre efficace du présent Protocole; et
- f) Dans les limites des moyens et des ressources dont elles disposent, coopèrent pour obtenir les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre efficace du présent Protocole au moyen de dispositifs de financement bilatéraux et multilatéraux.
2. En s'acquittant de leurs obligations au titre du présent Protocole, les Parties veillent à garantir la plus grande transparence possible en ce qui concerne toute interaction qu'elles peuvent avoir avec l'industrie du tabac.

Article 5

Protection des données à caractère personnel

Les Parties protègent les données à caractère personnel des individus indépendamment de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, sous réserve du droit national, en tenant compte des règles en vigueur au niveau international concernant la protection des données à caractère personnel, lors de la mise en œuvre du présent Protocole.

PARTIE III. — CONTROLE DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE

Article 6

Licence, autorisation ou système de contrôle équivalent

1. Pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et en vue d'éliminer le commerce illicite de produits du tabac et de matériel de fabrication, chaque Partie interdit à toute personne physique ou morale d'exercer l'une quelconque des activités suivantes, sauf en vertu d'une licence ou d'une autorisation équivalente (ci-après dénommée « licence ») délivrée, ou d'un système de contrôle équivalent mis en œuvre, par une autorité compétente conformément au droit national :

- a) Fabriquer des produits du tabac et du matériel de fabrication; et
- b) Importer ou exporter des produits du tabac et du matériel de fabrication.

2. Chaque Partie s'efforce d'accorder une licence, dans la mesure qu'elle juge appropriée, et lorsque les activités suivantes ne sont pas interdites par le droit national, à toute personne physique ou morale prenant part :

- a) À la vente au détail de produits du tabac;
- b) À la culture de tabac, sauf dans le cas des cultivateurs, agriculteurs et producteurs traditionnels travaillant à petite échelle;
- c) Au transport de quantités commerciales de produits du tabac ou de matériel de fabrication; et
- d) À la vente en gros, au négoce, à l'entrepôt ou à la distribution de tabac et de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

3. En vue de mettre en place un système efficace de licences, chaque Partie :

- a) Etablit ou désigne une ou des autorités compétentes chargées de délivrer, renouveler, suspendre, révoquer et/ou annuler les licences, sous réserve des dispositions du présent Protocole et conformément à son droit national, autorisant à exercer les activités énoncées au paragraphe 1;
- b) Exige que toutes les demandes de licence contiennent tous les renseignements requis sur le demandeur, notamment, s'il y a lieu :
- i) Si le demandeur est une personne physique, des renseignements sur son identité, notamment le nom complet, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce (le cas échéant), les numéros d'identifiant fiscal applicables (le cas échéant) et tous autres renseignements de nature à permettre son identification;
- ii) Si le demandeur est une personne morale, des renseignements sur son identité, notamment la dénomination sociale complète, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce, la date et le lieu de constitution, le lieu du siège social et le lieu du principal établissement, les numéros d'identifiant fiscal applicables, une copie des statuts ou des documents équivalents, les filiales, le nom des administrateurs et, le cas échéant, des représentants légaux désignés, ainsi que tous autres renseignements de nature à permettre son identification;

e) zo nodig samenwerken en communiceren met relevante regionale en internationale intergouvernementele organisaties voor de veilige uitwisseling van informatie die onder dit protocol valt om effectieve tenuitvoerlegging van dit protocol te bevorderen; en

f) binnen de grenzen van de middelen en bronnen die tot hun beschikking staan, samenwerken om financiële middelen bijeen te brengen voor de effectieve tenuitvoerlegging van dit protocol door bilaterale en multilaterale financieringsmechanismen.

2. Bij de nakoming van hun verplichtingen op grond van dit protocol zullen de partijen de grootst mogelijke transparantie garanderen met betrekking tot alle interacties die zij kunnen hebben met de tabaksindustrie.

Artikel 5

Bescherming van persoonsgegevens

De partijen beschermen in het kader van de tenuitvoerlegging van dit protocol alle persoonsgegevens van personen ongeacht nationaliteit of verblijfplaats, overeenkomstig hun nationale wetgeving, daarbij rekening houdende met internationale normen inzake de bescherming van persoonsgegevens.

DEEL III. — BEWAKING VAN DE TOELEVERINGSKETEN

Artikel 6

Vergunning, gelijkwaardige goedkeuring of bewakingssysteem

1. Om de doelstellingen van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksoetmoediging te behalen en met het oog op het uitbannen van illegale handel in tabaksproducten en productieapparatuur, zal elke partij het uitvoeren van de volgende activiteiten verbieden aan alle natuurlijke of rechtspersonen, behalve op grond van een door een bevoegde instantie in overeenstemming met de nationale wetgeving afgegeven vergunning of gelijkwaardige goedkeuring (hierna „vergunning” genoemd) of ingesteld bewakingssysteem :

- a) produceren van tabaksproducten en productieapparatuur; en
- b) import of export van tabaksproducten en productieapparatuur.

2. Elke partij zal ernaar streven om natuurlijke of rechtspersonen die betrokken zijn bij het volgende te voorzien van een vergunning, voor zover passend geacht, tenzij de volgende activiteiten verboden worden door de nationale wetgeving :

- a) het verkopen van tabaksproducten;
- b) het verbouwen van tabak, behalve voor traditionele telers, boeren en producenten op kleine schaal;
- c) het transporteren van commerciële hoeveelheden tabaksproducten of productieapparatuur; en
- d) in het groot handelen in, het tussenhandelen in, het opslaan of distribueren van tabak en tabaksproducten of productieapparatuur.

3. Met het oog op het verzekeren van een effectief vergunningstelsel zal elke partij :

- a) een bevoegde instantie of instanties oprichten of aanwijzen om vergunningen uit te geven, te verlengen, op te schorten, in te trekken en/of te annuleren, afhankelijk van de bepalingen van dit protocol, en in overeenstemming met de nationale wetgeving om de activiteiten die gespecificeerd zijn in lid 1 uit te voeren;
- b) eisen dat elke aanvraag voor een vergunning alle vereiste informatie bevat over de aanvrager, die in voorkomend geval het volgende bevat :
- i) als de aanvrager een natuurlijke persoon is, informatie met betrekking tot zijn of haar identiteit, met inbegrip van volledige naam, handelsnaam, bedrijfsregistratienummer (indien aanwezig), toepasselijke fiscale registratienummers (indien aanwezig) en alle andere informatie om identificatie mogelijk te maken;
- ii) als de aanvrager een rechtspersoon is, informatie met betrekking tot de identiteit, met inbegrip van de volledige wettelijke naam, handelsnaam, bedrijfsregistratienummer, datum en plaats van inschrijving, locatie van hoofdkantoor en hoofdvestiging, toepasselijke fiscale registratienummers, kopieën van statuten of soortgelijke documenten, de bedrijfspartners, namen van de directeuren en van aangewezen wettelijke vertegenwoordigers, met inbegrip van alle andere informatie om identificatie mogelijk te maken;

- iii) Le lieu précis où se situent la ou les unités de fabrication, le lieu d'entreposage et la capacité de production de l'entreprise que dirige le demandeur;
 - iv) Des renseignements détaillés sur les produits du tabac et le matériel de fabrication sur lesquels porte la demande tels que la description du produit, le nom, la marque déposée (le cas échéant), la conception, la marque de fabrique ou de commerce, ou le modèle et le numéro de série du matériel de fabrication;
 - v) Une description de l'endroit où le matériel de fabrication sera installé et utilisé;
 - vi) Des documents ou une déclaration concernant les antécédents judiciaires;
 - vii) Les coordonnées complètes des comptes bancaires qu'il est prévu d'utiliser pour les transactions nécessaires et d'autres renseignements utiles concernant les paiements; et
 - viii) Une description de l'utilisation prévue des produits du tabac ainsi que du marché auquel ils sont destinés, en veillant tout particulièrement à ce que la production ou l'offre de produits du tabac soit proportionnée à la demande que l'on peut raisonnablement anticiper;
- c) Contrôle et perçoit, s'il y a lieu, tous les droits de licence pouvant être exigibles et envisage de les utiliser aux fins de l'administration et de l'application du système de licences ou pour la santé publique ou toute autre activité connexe conformément au droit national;
- d) Prend des mesures appropriées pour prévenir les pratiques irrégulières ou frauduleuses dans le fonctionnement du système de licences, les déceler et enquêter à leur sujet;
- e) Prend des mesures telles que l'examen, le renouvellement, l'inspection ou la vérification périodiques des licences, s'il y a lieu;
- f) Fixe, s'il y a lieu, un délai pour l'expiration des licences et le renouvellement de la demande de licence ou la mise à jour des renseignements fournis dans la demande;
- g) Oblige toute personne physique ou morale titulaire d'une licence à informer l'autorité compétente à l'avance de tout changement du lieu d'implantation de son entreprise ou de toute modification importante des informations relatives aux activités faisant l'objet de la licence;
- h) Oblige toute personne physique ou morale titulaire d'une licence à informer l'autorité compétente, pour qu'elle prenne les mesures appropriées, de toute acquisition ou élimination de matériel de fabrication; et
- i) Veille à ce que la destruction de ce matériel de fabrication ou de partie de ce matériel s'effectue sous la surveillance de l'autorité compétente.
4. Chaque Partie fait en sorte qu'aucune licence ne soit cédée et/ou transférée sans qu'aient été reçus du titulaire envisagé les renseignements indiqués au paragraphe 3 et sans approbation préalable de l'autorité compétente.

5. Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la Réunion des Parties fait en sorte, à sa prochaine session, que des travaux de recherche fondés sur des données factuelles soient effectués pour déterminer s'il existe des facteurs de production essentiels qui sont indispensables à la fabrication des produits du tabac, qui sont identifiables et qui peuvent être soumis à un mécanisme de contrôle efficace. Sur la base de ces travaux, la Réunion des Parties envisage des mesures appropriées.

Article 7 Vérification diligente

1. Chaque Partie, conformément à son droit national et aux objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, exige que toutes les personnes physiques et morales prenant part à la chaîne logistique du tabac, des produits du tabac et du matériel de fabrication :

- a) Effectuent une vérification diligente avant et pendant une relation d'affaires;

- iii) de exacte bedrijfslocatie van de productie-eenheden, opslaglocatie en productiecapaciteit van het bedrijf dat bestuurd wordt door de aanvrager;
 - iv) details van de tabaksproducten en productieapparatuur die onder deze aanvraag vallen, zoals productbeschrijving, naam, eventueel geregistreerd handelsmerk, ontwerp, merk, model of fabricage en serienummer van de productieapparatuur;
 - v) een beschrijving van de plaats waar de productieapparatuur geïnstalleerd en gebruikt zal worden;
 - vi) documentatie of een verklaring met betrekking tot een strafblad;
 - vii) volledige identificatie van de bankrekeningen die bedoeld zijn voor gebruik bij de relevante transacties en andere relevante betaalgegevens; en
 - viii) een beschrijving van het beoogde gebruik en de beoogde verkoopmarkt voor de tabaksproducten, met speciale aandacht voor het verzekeren dat de productie of levering van tabaksproducten evenredig is met redelijkerwijs verwachte vraag;
- c) in voorkomend geval, vergunningsbijdragen die gevorderd kunnen worden, controleren en innen en overwegen deze te gebruiken voor een doeltreffend beheer en handhaving van het vergunningstelsel of voor volksgezondheidsdoelinden of andere gerelateerde activiteiten in overeenstemming met de nationale wetgeving;
- d) geschikte maatregelen nemen om onregelmatige of frauduleuze praktijken bij de uitvoering van het vergunningstelsel te voorkomen, op te sporen en te onderzoeken;
- e) maatregelen nemen, zoals periodieke herziening, vernieuwing, inspectie of controle van vergunningen, indien nodig;
- f) in voorkomende gevallen een termijn vaststellen voor het verlopen van vergunningen en de daaropvolgende vereiste heraanvraag of het bijwerken van de informatie van de aanvraag;
- g) een natuurlijk of rechtspersoon met vergunning verplichten om de bevoegde instantie vooraf te informeren over een wijziging van de bedrijfslocatie of over significante wijzigingen in de informatie met betrekking tot de activiteiten waarvoor de vergunning verleend is;
- h) een natuurlijk of rechtspersoon met vergunning verplichten om de bevoegde instantie te informeren over een aankoop of verwijdering van productieapparatuur om passende maatregelen te nemen; en
- i) verzekeren dat de vernietiging van dergelijke productieapparatuur, of een deel daarvan, zal plaatsvinden onder toezicht van de bevoegde instantie.

4. Elke partij zal erop toezien dat er geen vergunning toegekend en/of overgedragen zal worden zonder de juiste informatie, vermeld in lid 3, ontvangen te hebben van de voorgestelde vergunningnemer en ook niet zonder voorafgaande goedkeuring van de bevoegde instantie.

5. De Vergadering van de partijen zal zich vijf jaar na het van kracht worden van dit protocol op haar eerstvolgende zitting op basis van feitenmateriaal ervan vergewissen of er voor de productie van tabaksproducten essentiële inputs te identificeren zijn die kunnen worden onderworpen aan een effectief controlemechanisme. Op basis van dergelijk onderzoek zal de Vergadering van de partijen gepaste maatregelen overwegen.

Artikel 7 Zorgvuldigheidsvereiste

1. Elke partij zal in overeenstemming met haar nationale wetgeving en de doelstellingen van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging vereisen dat alle natuurlijke en rechtspersonen betrokken bij de toeleveringsketen van tabak, tabaksproducten en productieapparatuur :

- a) zorgvuldigheid aan de dag leggen voorafgaand aan en gedurende het verloop van een zakelijke relatie;

b) Contrôlent les ventes à leurs clients afin de s'assurer que les quantités sont proportionnées à la demande de ces produits sur le marché où ils sont destinés à être vendus ou utilisés; et

c) Signalent aux autorités compétentes tout élément attestant que le client se livre à des activités en violation de ses obligations découlant du présent Protocole.

2. La vérification diligente au sens du paragraphe 1^{er} comprend notamment, s'il y a lieu et conformément au droit national et aux objectifs de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, des obligations visant à identifier le client, par exemple en obtenant les renseignements suivants et en veillant à ce qu'ils soient à jour :

a) Les données établissant que la personne physique ou morale est titulaire d'une licence conformément à l'article 6;

b) Si le client est une personne physique, des renseignements sur son identité, notamment le nom complet, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce (le cas échéant), les numéros d'identifiant fiscal applicables (le cas échéant) et une vérification de ses papiers d'identité;

c) Si le client est une personne morale, des renseignements sur son identité, notamment la dénomination sociale complète, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce, la date et le lieu de constitution, le lieu du siège social et du principal établissement, les numéros d'identifiant fiscal applicables, une copie des statuts ou des documents équivalents, les filiales, le nom des administrateurs et, le cas échéant, des représentants légaux désignés, notamment le nom des représentants et une vérification de leurs papiers d'identité;

d) Une description de l'utilisation prévue du tabac, des produits du tabac ou du matériel de fabrication ainsi que du marché auquel ils sont destinés; et

e) Une description du lieu où le matériel de fabrication sera installé et utilisé.

3. La vérification diligente au sens du paragraphe 1 peut comprendre des obligations visant à identifier le client, par exemple en obtenant les renseignements suivants et en veillant à ce qu'ils soient à jour :

a) Des documents ou une déclaration concernant les antécédents judiciaires; et

b) Les coordonnées des comptes bancaires qu'il est prévu d'utiliser pour les transactions.

4. Chaque Partie, sur la base des informations communiquées en vertu du paragraphe 1.c), prend toutes les mesures nécessaires pour veiller au respect des obligations découlant du présent Protocole, qui peuvent comprendre l'interdiction de commercer avec un client relevant de la juridiction de la Partie, selon la définition du droit national.

Article 8 Suivi et traçabilité

1. Dans le but de sécuriser davantage la chaîne logistique et d'aider à enquêter sur le commerce illicite des produits du tabac, les Parties conviennent d'instaurer, dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole, un régime mondial de suivi et de traçabilité comprenant des systèmes nationaux et/ou régionaux de suivi et de traçabilité et un point focal mondial pour l'échange d'informations situé au Secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et accessible à toutes les Parties, permettant à celles-ci de se renseigner et de recevoir des informations pertinentes.

2. Chaque Partie instaure, conformément au présent article, un système de suivi et de traçabilité contrôlé par elle de tous les produits du tabac qui sont fabriqués ou importés sur son territoire en tenant compte de ses propres besoins nationaux ou régionaux spécifiques et en se fondant sur les meilleures pratiques existantes.

3. Aux fins d'efficacité du système de suivi et de traçabilité, chaque Partie exige que des marques d'identification uniques, sécurisées et indélébiles (ci-après appelées marques uniques d'identification) telles que des codes ou des timbres soient apposées sur tous les paquets, toutes les cartouches et tout conditionnement extérieur de cigarettes ou fassent partie de ceux-ci dans un délai de cinq ans et soient apposées sur les autres produits du tabac ou en fassent partie dans un délai de dix ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole à son égard.

b) de verkoop aan hun klanten controleren om te verzekeren dat de hoeveelheden evenredig zijn met de vraag naar dergelijke producten binnen de beoogde markt voor verkoop en gebruik; en

c) aan de bevoegde autoriteiten alle inlichtingen verstrekken in het geval dat de klant betrokken is bij activiteiten die in strijd zijn met de verplichtingen voortvloeiend uit dit protocol.

2. Zorgvuldigheid in de zin van lid 1 houdt, waar zulks passend is, in overeenstemming met de nationale wetgeving en de doelstellingen van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging o.a. vereisten in voor het identificeren van klanten, zoals het verkrijgen en bijwerken van informatie met betrekking tot het volgende :

a) vaststellen dat de natuurlijke of rechtspersoon een vergunning heeft in overeenstemming met artikel 6;

b) wanneer de klant een natuurlijk persoon is, informatie met betrekking tot zijn of haar identiteit, met inbegrip van volledige naam, handelsnaam, bedrijfsregistratienummer (indien aanwezig), toepasselijke fiscale registratienummers (indien aanwezig) en verificatie van zijn of haar officiële identificatie;

c) wanneer de klant een rechtspersoon is, informatie met betrekking tot de identiteit, met inbegrip van de volledige naam, handelsnaam, bedrijfsregistratienummer, datum en plaats van inschrijving, locatie van hoofdkantoor en hoofdvestiging, toepasselijke fiscale registratienummers, kopieën van statuten of soortgelijke documenten, de bedrijfspartners, namen van de directeuren en van aangewezen wettelijke vertegenwoordigers, met inbegrip van de namen van de vertegenwoordigers en verificatie van hun officiële identificatie;

d) een beschrijving van het beoogd gebruik en de beoogde verkoopmarkt voor tabak, tabaksproducten of productieapparatuur; en

e) een beschrijving van waar de productieapparatuur geïnstalleerd en gebruikt zal worden.

3. Zorgvuldigheid in de zin van lid 1 kan vereisten inhouden voor het identificeren van klanten, zoals het verkrijgen en bijwerken van informatie met betrekking tot het volgende :

a) documenten of een verklaring met betrekking tot een strafblad; en

b) identificatie van de bankrekeningen die bedoeld zijn voor gebruik bij transacties.

4. Elke partij zal op basis van de informatie vermeld in lid 1, onder c) , alle nodige maatregelen nemen om naleving van de verplichtingen voortvloeiend uit dit protocol te verzekeren, wat het aanmerken van een klant binnen de rechterlijke bevoegdheid van de partij als geblokkeerde klant in de zin van de nationale wetgeving kan omvatten.

Artikel 8 Volgen en traceren

1. Ten behoeve van verdere beveiliging van de toeleveringsketen en het assisteren bij onderzoek naar illegale handel in tabaksproducten stemmen de partijen ermee in om binnen vijf jaar na het in werking treden van dit protocol een regeling voor wereldwijd volgen en traceren vast te stellen, bestaande uit nationale en/of regionale systemen voor volgen en traceren en een wereldwijd steunpunt voor het doorgeven van informatie, gevestigd bij het secretariaat van het Verdrag van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging, dat toegankelijk is voor alle partijen, waardoor partijen in staat zijn om opsporingen te doen en relevante informatie te ontvangen.

2. Elke partij zal in overeenstemming met dit artikel een systeem dat gecontroleerd wordt door de partij vaststellen voor het volgen en traceren van alle tabaksproducten die geproduceerd of ingevoerd worden in haar grondgebied, waarbij rekening wordt gehouden met hun eigen nationale of regionale specifieke behoeften en beschikbare beste praktijk.

3. Met het oog op het mogelijk maken van effectief volgen en traceren, zal elke partij vereisen dat binnen een periode van vijf jaar unieke, veilige en niet-verwijderbare identificatiemarkeringen (hierna „unieke identificatiemarkeringen” genoemd d) , zoals codes of stempels, bevestigd worden aan of deel uitmaken van alle eenheidspakketten en pakketten en alle buitenverpakking van sigaretten en binnen een periode van tien jaar na het in werking treden van dit protocol voor deze partij voor andere tabaksproducten.

4.1. Aux fins du paragraphe 3, chaque Partie, dans le cadre du régime mondial de suivi et de traçabilité, exige que les renseignements suivants soient mis à disposition, directement ou au moyen d'un lien, pour aider les Parties à déterminer l'origine des produits du tabac et le point où intervient le détournement, le cas échéant, ainsi qu'à surveiller et à contrôler le mouvement des produits du tabac et leur statut en droit :

- a) La date et le lieu de fabrication;
- b) L'unité de fabrication;
- c) La machine utilisée pour fabriquer les produits du tabac;
- d) L'équipe de production ou l'heure de fabrication;
- e) Le nom du premier acheteur qui n'est pas affilié au fabricant, le numéro de facture, le numéro de commande et l'état de paiement;
- f) Le marché sur lequel le produit est destiné à être vendu au détail;
- g) La description du produit;
- h) L'entreposage et l'expédition du produit, le cas échéant;
- i) L'identité de tout acheteur ultérieur connu; et
- j) L'itinéraire prévu, la date d'expédition, la destination, le point de départ et le destinataire.

4.2. Les renseignements indiqués aux alinéas a) , b) et g) et, s'ils sont disponibles, à l'alinéa f) font partie de la marque unique d'identification.

4.3. Lorsque les renseignements indiqués à l'alinéa f) ne sont pas disponibles au moment du marquage, les Parties exigent qu'ils soient communiqués en vertu de l'article 15.2.a) de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

5. Chaque Partie exige que, dans les délais spécifiés dans le présent article, les renseignements indiqués au paragraphe 4 soient enregistrés au moment de la production ou de la première expédition par un fabricant ou au moment de l'importation sur son territoire.

6. Chaque Partie fait en sorte que les renseignements enregistrés en vertu du paragraphe 5 lui soient accessibles au moyen d'un lien avec les marques uniques d'identification exigées aux paragraphes 3 et 4.

7. Chaque Partie fait en sorte que les renseignements enregistrés conformément au paragraphe 5, ainsi que les marques uniques d'identification les rendant accessibles conformément au paragraphe 6, soient rassemblés sous une forme établie ou autorisée par elle et par ses autorités compétentes.

8. Chaque Partie fait en sorte que les renseignements enregistrés en vertu du paragraphe 5 soient accessibles sur demande au point focal mondial pour l'échange d'informations, sous réserve du paragraphe 9, au moyen d'une interface électronique type sécurisée avec le point central national et/ou régional. Le point focal mondial pour l'échange d'informations établit une liste des autorités compétentes des Parties et met cette liste à la disposition de l'ensemble des Parties.

9. Chaque Partie ou l'autorité compétente :

- a) Accède en temps voulu aux renseignements indiqués au paragraphe 4 en en faisant la demande au point focal mondial pour l'échange d'informations;
- b) Demande ces renseignements seulement s'ils sont nécessaires pour déceler le commerce illicite de produits du tabac ou enquêter à son sujet;
- c) Ne refuse pas indûment de communiquer des renseignements;
- d) Répond aux demandes de renseignements relatives au paragraphe 4, conformément à son droit national; et
- e) Protège et considère comme confidentiels, comme convenu mutuellement, les renseignements qui sont échangés.

10. Chaque Partie exige que le champ du système de suivi et de traçabilité applicable soit développé et étendu jusqu'à ce que tous les droits et toutes les taxes applicables aient été acquittés et, le cas échéant, les autres obligations aient été honorées au point de fabrication, d'importation ou de passage des contrôles douaniers et d'accise.

11. Les Parties coopèrent entre elles et avec les organisations internationales compétentes, comme convenu entre elles, pour échanger et mettre au point les meilleures pratiques concernant les systèmes de suivi et de traçabilité, notamment pour :

- a) Faciliter la mise au point, le transfert et l'acquisition de technologies de suivi et de traçabilité mieux conçues, y compris de connaissances, de compétences, de capacités et d'expertise;

4.1. Elke partij zal, ten behoeve van lid 3, als onderdeel van de regeling voor wereldwijd volgen en traceren, vereisen dat de volgende informatie beschikbaar is, ofwel direct of toegankelijk via een link, om partijen te helpen bij het vaststellen van de herkomst van tabaksproducten, alsmede in voorkomend geval het punt van afleiding, en om toezicht en controle uit te oefenen op het verkeer van tabaksproducten en hun wettelijke status :

- a) datum en locatie van productie;
- b) productiefaciliteit;
- c) machine gebruikt om tabaksproducten te produceren;
- d) de productieshift of tijd van productie;
- e) de naam, de factuur, het bestelnummer en betaalgegevens van de eerste klant die niet verbonden is met de fabrikant;
- f) de beoogde markt voor verkoop in het klein;
- g) productbeschrijving;
- h) opslag en verzending;
- i) de identiteit van een bekende, latere koper; en
- j) de beoogde verzendingsroute, de verzendingsdatum, de bestemming van de verzending, het vertrekpunt en de geadresseerde.

4.2. De informatie onder a) , b) , g) en waar beschikbaar f), zal deel uitmaken van de unieke identificatiemarkeringen.

4.3. Wanneer de informatie onder f) niet beschikbaar is op het moment van markeren, zullen de partijen de opname eisen van dergelijke informatie in overeenstemming met artikel 15.2a) van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

5. Elke partij zal binnen de tijdslimiet gespecificeerd in dit artikel eisen dat de informatie, die vermeld is in lid 4, opgenomen is op het moment van productie, of op het moment van de eerste verzending door een fabrikant of op het moment van import in het grondgebied.

6. Elke partij zal erop toezien dat de informatie opgenomen in lid 5 toegankelijk is voor die partij door middel van een link met de unieke identificatiemarkeringen, die vereist zijn overeenkomstig de leden 3 en 4.

7. Elke partij zal erop toezien dat de informatie opgenomen in overeenstemming met lid 5, evenals de unieke identificatiemarkeringen die dergelijke informatie toegankelijk maken in overeenstemming met lid 6 opgenomen zullen worden in een formaat dat vastgesteld of toegestaan is door de partij en haar bevoegde instanties.

8. Elke partij zal erop toezien dat de informatie opgenomen in lid 5 op verzoek toegankelijk is voor het steunpunt voor het wereldwijd doorgeven van informatie, overeenkomstig het bepaalde in lid 9, door middel van een standaard elektronische veilige interface bij haar nationale en/of regionale centrale punt. Het steunpunt voor het wereldwijd doorgeven van informatie zal een lijst opstellen met de bevoegde instanties van partijen en deze lijst beschikbaar maken voor alle partijen.

9. Elke partij of de bevoegde instantie zal :

- a) tijdig toegang hebben tot de informatie beschreven in lid 4 door een zoekopdracht in te dienen bij het steunpunt voor het wereldwijd doorgeven van informatie;
- b) dergelijke informatie alleen vragen wanneer dit nodig is voor het opsporen of onderzoeken van illegale handel in tabaksproducten;
- c) niet zonder reden informatie achterhouden;
- d) informatieverzoeken met betrekking tot lid 4 beantwoorden in overeenstemming met de nationale wetgeving; en
- e) alle informatie die wordt uitgewisseld beschermen en behandelen als vertrouwelijk, zoals wederzijds overeengekomen.

10. Elke partij vereist de verdere ontwikkeling en uitbreiding van het bereik van het toepasselijke volg- en traceersysteem tot het punt waarop alle rechten, relevante belastingen en, waar van toepassing, andere verplichtingen voldaan zijn op het moment van productie, import of vrijgave van douane- of accijnscontrole.

11. Partijen zullen, zoals wederzijds overeengekomen, met elkaar en met de bevoegde internationale organisaties samenwerken bij het doorgeven en ontwikkelen van beste praktijken voor volg- en traceersystemen, met inbegrip van :

- a) het vergemakkelijken van de ontwikkeling, overdracht en aankoop van verbeterde volg- en traceertechnologie, met inbegrip van kennis, vaardigheden, capaciteit en expertise;

- b) Fournir un appui pour les programmes de formation et de renforcement des capacités aux Parties qui en expriment le besoin; et
- c) Développer plus avant la technologie de marquage et de scannage des paquets et cartouches de produits du tabac pour rendre accessibles les renseignements énumérés au paragraphe 4.

12. Les obligations auxquelles une Partie est tenue ne sont pas remplies par l'industrie du tabac et ne lui sont pas déléguées.

13. Chaque Partie fait en sorte que ses autorités compétentes, dans le cadre de leur participation au régime de suivi et de traçabilité, n'aient de relations avec l'industrie du tabac et ceux qui représentent les intérêts de l'industrie du tabac que dans la mesure strictement nécessaire pour mettre en œuvre le présent article.

14. Chaque Partie peut exiger de l'industrie du tabac qu'elle prenne en charge toutes dépenses découlant des obligations de cette Partie au titre du présent article.

Article 9 Tenue des registres

1. Chaque Partie exige, si nécessaire, que toutes les personnes physiques et morales prenant part à la chaîne logistique du tabac, des produits du tabac et du matériel de fabrication tiennent des registres complets et exacts de toutes les transactions pertinentes. Ces registres doivent permettre de rendre pleinement compte des matériaux utilisés dans la production de leurs produits du tabac.

2. Chaque Partie exige, si nécessaire, des personnes ayant obtenu une licence conformément à l'article 6 qu'elles fournissent sur demande aux autorités compétentes les renseignements suivants :

- a) Des renseignements d'ordre général sur le volume, les tendances, les prévisions du marché et d'autres informations pertinentes; et
- b) Les quantités de produits du tabac et de matériel de fabrication que possède le titulaire de la licence, dont il a la garde ou le contrôle et qui sont conservés dans les entrepôts fiscaux et douaniers sous le régime du transit ou du transbordement ou de suspension de droits à la date de la demande.

3. En ce qui concerne les produits du tabac et le matériel de fabrication vendus ou fabriqués sur le territoire de la Partie en vue d'être exportés ou circulant sous le régime du transit ou du transbordement en suspension de droits sur le territoire de la Partie, chaque Partie exige, si nécessaire, que les personnes ayant obtenu une licence conformément à l'article 6 fournissent sur demande aux autorités compétentes du pays de départ (sous forme électronique quand l'infrastructure existe), au moment où ces produits et ce matériel quittent le territoire sous le contrôle desdites autorités, les renseignements suivants :

- a) La date d'expédition à partir du dernier point de contrôle matériel des produits;
- b) Les informations détaillées sur les produits expédiés (y compris la marque, la quantité, l'entrepôt);
- c) La destination et l'itinéraire prévus;
- d) L'identité de la ou des personnes physiques ou morales auxquelles les produits sont expédiés;
- e) Le mode de transport, y compris l'identité du transporteur;
- f) La date prévue d'arrivée de la cargaison à la destination prévue; et
- g) Le marché sur lequel les produits sont destinés à être vendus au détail ou utilisés.

4. Si possible, chaque Partie exige que les détaillants et les cultivateurs de tabac, à l'exception des cultivateurs traditionnels travaillant sur une base non commerciale, tiennent des registres complets et exacts de toutes les transactions pertinentes auxquelles ils prennent part, conformément à son droit national.

5. Aux fins de l'application du paragraphe 1, chaque Partie adopte des mesures législatives, exécutives, administratives ou d'autres mesures efficaces pour exiger que tous les registres soient :

- a) Conservés pendant au moins quatre ans;
- b) Mis à la disposition des autorités compétentes; et
- c) Tenus selon un modèle conforme aux prescriptions des autorités compétentes.

b) ondersteuning voor training en programma's voor capaciteitsopbouw voor partijen die uiting geven aan een dergelijke behoefte; en

c) verdere ontwikkeling van de technologie om eenheidspakketten en pakketten met tabaksproducten te markeren en te scannen om de informatie, die vermeld is in lid 4, beschikbaar te maken.

12. Verplichtingen die opgelegd zijn aan een partij kunnen niet uitgevoerd worden door of gedelegeerd worden aan de tabaksindustrie.

13. Elke partij zal ervoor zorgen dat haar bevoegde instanties, die deelnemen aan het volg- en traceersysteem, uitsluitend interactie met de tabaksindustrie en de vertegenwoordigers van de belangen van de tabaksindustrie aangaan wanneer dit strikt noodzakelijk is voor de tenuitvoerlegging van dit artikel.

14. Elke partij kan eisen dat de tabaksindustrie alle kosten draagt die verbonden zijn aan de verplichtingen van die partij op grond van dit artikel.

Artikel 9 Bijhouden van registers

1. Elke partij zal, zo nodig, eisen dat alle natuurlijke en rechtspersonen die betrokken zijn bij de toeleveringsketen van tabak, tabaksproducten en productieapparatuur volledige en nauwkeurige registers bijhouden over alle relevante transacties. Dergelijke registers moeten het mogelijk maken het gebruik van materialen bij de productie van de tabaksproducten volledig te verantwoorden.

2. Elke partij zal, zo nodig, eisen dat personen die een vergunning hebben in overeenstemming met artikel 6, op verzoek de volgende informatie verschaffen aan de bevoegde instanties :

- a) algemene informatie over marktvolumes, trends, voorspellingen en andere relevante informatie; en
- b) de hoeveelheid tabaksproducten en productieapparatuur in het bezit, in bewaring of in beheer van de vergunninghouder, die bewaard wordt in opslag, in belasting- en douane-entrepots op grond van de doorvoer- of overladringsregeling of schorsing van rechten vanaf de datum van het verzoek.

3. Elke partij zal, zo nodig, met betrekking tot tabaksproducten en productieapparatuur, die binnen het grondgebied van de partij verkocht of geproduceerd zijn voor export, of die onderhevig zijn aan verkeer met schorsing van rechten in doorvoer of overlading binnen het grondgebied van de partij, eisen dat personen met een vergunning in overeenstemming met artikel 6 op verzoek de volgende informatie verschaffen aan de bevoegde instanties in het land van vertrek (elektronisch waar de infrastructuur bestaat) op het moment van hun vertrek :

- a) de datum van verzending vanaf het laatste punt waar de producten fysiek gecontroleerd zijn;
- b) de details over de verzonden producten (met inbegrip van merk, hoeveelheid, opslagplaats);
- c) de beoogde verzendroutes en bestemming;
- d) de identiteit van de natuurlijke of rechtsperso(n)en aan wie de producten verzonden worden;
- e) het vervoersmiddel, met inbegrip van de identiteit van de vervoerder;
- f) de verwachte aankomstdatum van de verzending op de beoogde bestemming van de verzending; en
- g) de beoogde markt voor detailhandel of gebruik.

4. Indien uitvoerbaar zal elke partij eisen dat detailhandelaren en tabakstellers, met uitzondering van traditionele telers die op niet-commerciële basis werken, volledige en nauwkeurige registers bijhouden van alle relevante transacties waarbij zij betrokken zijn, in overeenstemming met de nationale wetgeving.

5. Ten behoeve van de tenuitvoerlegging van lid 1 zal elke partij effectieve wetgevende, uitvoerende, bestuurlijke of andere maatregelen nemen om te eisen dat alle registers :

- a) gedurende een periode van minimaal vier jaar bewaard worden;
- b) ter beschikking gesteld worden aan de bevoegde instanties; en
- c) bewaard worden in een indeling die door de bevoegde instanties wordt verlangd.

6. Chaque Partie, s'il y a lieu et sous réserve du droit national, instaure un système d'échange avec les autres Parties des informations figurant dans tous les registres tenus conformément au présent article.

7. Les Parties s'efforcent de coopérer entre elles et avec les organisations internationales compétentes en vue de progressivement échanger et mettre au point des systèmes améliorés de tenue des registres.

Article 10

Mesures de sécurité et mesures préventives

1. Chaque Partie, s'il y a lieu et conformément à son droit national et aux objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, exige que toutes les personnes physiques et morales visées à l'article 6 prennent les mesures nécessaires pour éviter le détournement de produits du tabac vers des circuits de commerce illicite, et notamment :

a) Signalent aux autorités compétentes :

i) Le transfert transfrontières de montants en espèces prévus par le droit national ou de paiements transfrontières en nature; et

ii) Toutes les « transactions douteuses »; et

b) Fournissent des produits du tabac ou du matériel de fabrication seulement en quantités proportionnées à la demande de ces produits sur le marché où ils sont destinés à être vendus au détail ou utilisés.

2. Chaque Partie, s'il y a lieu et conformément à son droit national et aux objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, exige que les paiements pour des transactions effectués par les personnes physiques ou morales visées à l'article 6 ne soient autorisés que dans la monnaie et pour le montant de la facture et que par des moyens légaux de paiement émis par des établissements financiers situés sur le territoire où les produits du tabac sont destinés à être commercialisés, et ne soient effectués au moyen d'aucun autre système de transfert de fonds.

3. Une Partie peut exiger que les paiements effectués par les personnes physiques ou morales visées à l'article 6, concernant les matériaux utilisés pour la fabrication de produits du tabac dans sa juridiction, ne soient autorisés que dans la monnaie et pour le montant de la facture et que par des moyens légaux de paiement émis par des établissements financiers situés sur le territoire où les produits du tabac sont destinés à être commercialisés, et ne soient effectués au moyen d'aucun autre système de transfert de fonds.

4. Chaque Partie veille à ce que toute violation des prescriptions du présent article fasse l'objet de procédures pénales, civiles ou administratives appropriées et de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives, y compris, le cas échéant, la suspension ou l'annulation d'une licence.

Article 11

Vente sur Internet, par télécommunication ou au moyen de toute autre technologie nouvelle

1. Chaque Partie exige que toutes les personnes morales et physiques prenant part à une quelconque transaction relative à des produits du tabac via Internet, par télécommunication ou par tout autre mode de vente basé sur une technologie nouvelle s'acquittent de toutes les obligations pertinentes prévues dans le présent Protocole.

2. Chaque Partie envisage d'interdire la vente au détail de produits du tabac via Internet, par télécommunication ou par tout autre mode de vente basé sur une technologie nouvelle.

Article 12

Zones franches et transit international

1. Chaque Partie, dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole à son égard, met en œuvre des contrôles efficaces de toute fabrication de tabac et de produits du tabac et de toutes transactions relatives au tabac et aux produits du tabac dans les zones franches, en utilisant toutes les mesures pertinentes prévues dans le présent Protocole.

2. En outre, le fait de mêler des produits du tabac à d'autres produits dans un seul conteneur ou toute autre unité de transport similaire au moment de la sortie d'une zone franche est interdit.

6. Elke partij zal, indien mogelijk en afhankelijk van de nationale wetgeving, een systeem vaststellen voor het doorgeven aan andere partijen van informatie uit alle registers die bijgehouden zijn in overeenstemming met dit artikel.

7. Partijen zullen ernaar streven samen te werken met elkaar en met bevoegde internationale organisaties aan het progressief doorgeven en ontwikkelen van verbeterde systemen voor het bijhouden van registers.

Artikel 10

Veiligheid en voorzorgsmaatregelen

1. Elke partij zal waar mogelijk in overeenstemming met de nationale wetgeving en de doelstellingen van het WGO- Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging eisen dat alle natuurlijke en rechtspersonen als bedoeld in artikel 6 de nodige maatregelen nemen om te voorkomen dat tabaksproducten terechtkomen in illegale handelskanalen, onder andere :

a) het melden aan de bevoegde instanties :

i) van grensoverschrijdende overdrachten van contanten in hoeveelheden die vastgesteld zijn in de nationale wetgeving of van grensoverschrijdende betalingen in natura; en

ii) van alle „verdachte transacties”; en

b) het uitsluitend leveren van tabaksproducten of productieapparatuur in hoeveelheden die evenredig zijn met de vraag naar dergelijke producten binnen de beoogde markt voor detailhandel of voor gebruik.

2. Elke partij zal waar mogelijk, in overeenstemming met de nationale wetgeving en de doelstellingen van het WGO- Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging, eisen dat betalingen voor transacties, die uitgevoerd worden door natuurlijke of rechtspersonen als bedoeld in artikel 6, uitsluitend toegestaan worden in de valuta en voor hetzelfde bedrag als op de factuur, en uitsluitend mogelijk zijn via wettige betaalmethoden van financiële instellingen, die zich bevinden binnen het grondgebied van de beoogde markt, en niet uitgevoerd zullen worden via een alternatief geldtransactiesysteem.

3. Een partij mag eisen dat betalingen die uitgevoerd worden door natuurlijke of rechtspersonen als bedoeld in artikel 6 voor materialen die gebruikt worden voor het produceren van tabaksproducten binnen haar rechterlijke bevoegdheid, uitsluitend toegestaan worden in de valuta en voor hetzelfde bedrag als op de factuur en uitsluitend mogelijk zijn via wettige betaalmethoden van financiële instellingen, die zich bevinden binnen het grondgebied van de beoogde markt, en niet uitgevoerd zullen worden via een alternatief geldtransactiesysteem.

4. Elke partij zal ervoor zorgen dat elke schending van de vereisten van dit artikel onderhevig is aan gepaste strafrechtelijke, civielrechtelijke of bestuurlijke procedures en effectieve, proportionele en afschrikkende sancties zoals, naargelang van het geval, opschorting of annulering van een vergunning.

Artikel 11

Verkoop via internet, telecommunicatie of andere nieuwe technologieën

1. Elke partij zal eisen dat alle natuurlijke en rechtspersonen die betrokken zijn bij een transactie met betrekking tot tabaksproducten via internet, telecommunicatie of een andere op nieuwe technologieën gebaseerde verkoopwijze, voldoen aan alle relevante verplichtingen die onder dit protocol vallen.

2. Elke partij zal overwegen om detailhanderverkoop van tabaksproducten via internet, telecommunicatie of een andere op nieuwe technologieën gebaseerde verkoopwijze te verbieden.

Artikel 12

Vrije zones en internationale doorvoer

1. Elke partij zal binnen drie jaar na de inwerkingtreding van dit protocol voor die partij effectieve maatregelen ten uitvoer leggen voor alle productie van en transacties in tabak en tabaksproducten in vrije zones met gebruik van alle relevante maatregelen, zoals bepaald in dit protocol.

2. Bovendien zal het vermengen van tabaksproducten met niet-tabaksproducten in een enkele container of een andere soortgelijke vervoerseenheid op het moment van verwijdering uit vrije zones verboden worden.

3. Chaque Partie, conformément au droit national, adopte et applique des mesures de contrôle et de vérification au transit international ou au transbordement, sur son territoire, de produits du tabac et de matériel de fabrication conformément aux dispositions du présent Protocole afin de prévenir le commerce illicite de ces produits.

Article 13

Ventes en franchise de droits

1. Chaque Partie met en œuvre des mesures efficaces pour que toutes les ventes en franchise de droits soient soumises à l'ensemble des dispositions pertinentes du présent Protocole, en tenant compte de l'article 6 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

2. Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la Réunion des Parties fait en sorte, à sa prochaine session, que des travaux de recherche fondés sur des données factuelles soient effectués pour déterminer l'ampleur du commerce illicite de produits du tabac concernant les ventes en franchise de droits. Sur la base de ces travaux, la Réunion des Parties envisage d'autres mesures appropriées.

PARTIE IV. — INFRACTIONS

Article 14

Actes illicites, infractions pénales comprises

1. Chaque Partie adopte, sous réserve des principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour considérer comme illicites selon son droit interne l'ensemble des actes suivants :

a) La fabrication, la vente en gros, le négoce, la vente, le transport, la distribution, le stockage, l'expédition, l'importation ou l'exportation de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication d'une manière contraire aux dispositions du présent Protocole;

b) i) La fabrication, la vente en gros, le négoce, la vente, le transport, la distribution, le stockage, l'expédition, l'importation ou l'exportation de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, sans acquitter les droits, taxes et autres impôts applicables ou sans qu'y soient apposés les timbres fiscaux applicables, les marques uniques d'identification ou les autres marques ou étiquettes requises;

ii) Tous les autres actes de contrebande ou de tentative de contrebande de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication qui ne sont pas visés par le paragraphe b) i);

c) i) Toute autre forme de fabrication illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication ou de conditionnement portant des timbres fiscaux, des marques uniques d'identification ou d'autres marques ou étiquettes requises falsifiés;

ii) La vente en gros, le négoce, la vente, le transport, la distribution, le stockage, l'expédition, l'importation ou l'exportation de tabac fabriqué de manière illicite, de produits du tabac illicites, de produits portant des timbres fiscaux et/ou d'autres marques ou étiquettes requises falsifiés, ou de matériel de fabrication illicite;

d) Le fait de mélanger des produits du tabac à d'autres produits pendant leur parcours le long de la chaîne logistique dans le but de dissimuler ou de déguiser des produits du tabac;

e) Le fait de mêler des produits du tabac à d'autres produits en violation de l'article 12.2 du présent Protocole;

f) L'utilisation d'Internet, de moyens de télécommunication ou de tout autre mode de vente basé sur une technologie nouvelle pour vendre des produits du tabac en violation du présent Protocole;

g) L'obtention, par le titulaire d'une licence délivrée conformément à l'article 6, de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication auprès d'une personne qui devrait être titulaire d'une licence délivrée conformément à l'article 6 mais ne l'est pas;

h) Le fait d'entraver l'action d'un agent public ou d'un agent autorisé dans l'exercice de fonctions visant à prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, à le dissuader, à le déceler, à enquêter à son sujet ou à l'éliminer;

3. Elke partij zal in overeenstemming met de nationale wetgeving controle- en verificatiemaatregelen aannemen en toepassen op de internationale doorvoer of overlading binnen haar grondgebied van tabaksproducten en productieapparatuur in overeenstemming met de bepalingen van dit protocol om illegale handel in dergelijke producten te voorkomen.

Artikel 13

Rechtenvrije verkoop

1. Elke partij zal effectieve maatregelen ten uitvoer leggen om alle rechtenvrije verkopen te onderwerpen aan alle relevante bepalingen van dit protocol, rekening houdend met artikel 6 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

2. De Vergadering van de partijen zal niet meer dan vijf jaar na het in werking treden van dit protocol verzekeren dat bij haar volgende bijeenkomst op feiten gebaseerd onderzoek is verricht om de omvang van illegale handel in tabaksproducten in verband met de rechtenvrije verkoop van dergelijke producten te bepalen. Op basis van dergelijk onderzoek zal de Vergadering van de partijen verdere gepaste maatregelen overwegen.

DEEL IV. — DELICTEN

Artikel 14

Onwettige gedragingen inclusief strafbare feiten

1. Elke partij zal in overeenstemming met de basisprincipes van haar binnenlandse wetgeving wetgevende en, zo nodig, andere maatregelen aannemen om alle volgende gedragingen in de binnenlandse wetgeving als onwettig aan te merken :

a) productie, groothandel, tussenhandel, verkoop, transport, distributie, opslag, verzending, import of export van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur in strijd met de bepalingen van dit protocol;

b) i) productie, groothandel, tussenhandel, verkoop, transport, distributie, opslag, verzending, import of export van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur zonder de betaling van toepasselijke rechten, belastingen en andere heffingen of zonder de toepasselijke stempels, unieke identificatiemarkeringen, of enige andere vereiste markeringen of etiketten;

ii) enige andere smokkelhandelingen of poging tot smokkelen van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur die niet vallen onder b) i);

c) i) enige andere vorm van illegale productie van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur, of tabaksverpakkingen met valse belastingstempels, unieke identificatiemarkeringen of andere vereiste markeringen of etiketten;

ii) groothandel, tussenhandel, verkoop, transport, distributie, opslag, verzending, import of export van illegaal geproduceerde tabak, illegale tabaksproducten, producten met valse belastingstempels en/of andere vereiste markeringen of etiketten, of illegale productieapparatuur;

d) tabaksproducten vermengen met niet-tabaksproducten tijdens de voortgang van de toeleveringsketen met het doel om tabaksproducten te verstopten of te verhullen;

e) vermengen van tabaksproducten met niet-tabaksproducten in strijd met artikel 12.2 van dit protocol;

f) met gebruik van internet, telecommunicatie of andere op nieuwe technologieën gebaseerde verkoopwijzen van tabaksproducten in strijd met dit protocol;

g) het verkrijgen van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur door een persoon met een vergunning in overeenstemming met artikel 6 van een persoon die moet beschikken over een vergunning in overeenstemming met artikel 6, maar die hier niet over beschikt;

h) het hinderen van een overheidsfunctionaris of een bevoegde functionaris bij het uitvoeren van taken met betrekking tot het voorkomen, afschrikken, opsporen, onderzoeken of beëindigen van illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur;

i) Le fait de faire une déclaration fausse, trompeuse ou incomplète ou de ne pas fournir des informations requises à un agent public ou à un agent autorisé dans l'exercice de fonctions visant à prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, à le dissuader, à le déceler, à enquêter à son sujet ou à l'éliminer, lorsque cela n'est pas contraire au droit de ne pas témoigner contre soi-même;

ii) Les fausses déclarations dans les formulaires officiels concernant la description, la quantité ou la valeur du tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, ou concernant toute autre information prévue dans le Protocole, ayant pour but :

(a) D'éviter le paiement de droits, de taxes et d'autres impôts applicables,

ou

(b) D'entraver des mesures de contrôle visant à prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, à le dissuader, à le déceler, à enquêter à son sujet ou à l'éliminer;

iii) Le fait de ne pas créer ou tenir les registres prévus par le présent Protocole ou de tenir des registres frauduleux; et

j) Le blanchiment du produit d'actes illicites déterminés comme constituant des infractions pénales conformément au paragraphe 2.

2. Chaque Partie détermine, sous réserve des principes fondamentaux de son droit interne, les actes illicites énoncés au paragraphe 1^{er} ou tous autres actes liés au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication contraires aux dispositions du présent Protocole qui constituent des infractions pénales et adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour donner effet à cette détermination.

3. Chaque Partie notifie au Secrétariat du présent Protocole les actes illicites énoncés aux paragraphes 1 et 2 dont elle a déterminé qu'ils constituent des infractions pénales conformément au paragraphe 2 et fournit au Secrétariat des copies ou un descriptif de ses lois donnant effet au paragraphe 2 et de toutes modifications ultérieures de ces lois.

4. Afin de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre les infractions pénales liées au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication, les Parties sont encouragées à réexaminer leurs lois nationales relatives au blanchiment d'argent, à l'entraide judiciaire et à l'extradition, compte tenu des conventions internationales pertinentes auxquelles elles sont parties, pour s'assurer qu'elles permettent effectivement de mettre en œuvre les dispositions du présent Protocole.

Article 15

Responsabilité des personnes morales

1. Chaque Partie adopte les mesures nécessaires, conformément à ses principes juridiques, pour établir la responsabilité des personnes morales qui commettent les actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 du présent Protocole.

2. Sous réserve des principes juridiques de chaque Partie, la responsabilité des personnes morales peut être pénale, civile ou administrative.

3. Cette responsabilité est sans préjudice de la responsabilité des personnes physiques qui ont commis les actes illicites ou les infractions pénales établis comme tels en vertu des lois et règlements nationaux et de l'article 14 du présent Protocole.

Article 16

Poursuites judiciaires et sanctions

1. Chaque Partie adopte les mesures nécessaires, conformément au droit national, pour que les personnes physiques et morales tenues pour responsables des actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 fassent l'objet de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives de nature pénale ou non pénale, y compris de sanctions pécuniaires.

i) het afleggen van een materiële verklaring die vals, misleidend of onvolledig is, of het nalaten om vereiste informatie te verschaffen aan een overheidsfunctionaris of een bevoegde functionaris tijdens het uitvoeren van taken met betrekking tot het voorkomen, afschrikken, opsporen, onderzoeken of beëindigen van illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur en wanneer niet in strijd met het recht tegen zelfincriminatie;

ii) de beschrijving, hoeveelheid of waarde van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur of enige andere informatie die gespecificeerd is in het protocol onjuist aangegeven om :

(a) de betaling van toepasselijke rechten, belastingen en andere heffingen te ontduiken,

of

(b) controlemaatregelen voor het voorkomen, afschrikken, opsporen, onderzoeken of beëindigen van illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur te schaden;

iii) nalaten om registers, die onder dit protocol vallen, te creëren of bij te houden of valse registers bijhouden; en

j) witwassen van opbrengsten uit een onrechtmatige gedraging die op grond van lid 2 is vastgesteld als een strafbaar feit.

2. Elke partij zal afhankelijk van de basisprincipes van haar binnenlandse wetgeving bepalen welke onwettige gedragingen, die vermeld zijn in lid 1, of andere gedragingen met betrekking tot illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur die in strijd zijn met de bepalingen van dit protocol, strafbare feiten zullen zijn en nemen wetgevende en andere maatregelen die nodig kunnen zijn om een dergelijke bepaling uit te voeren.

3. Elke partij zal het secretariaat van dit Protocol informeren welke van de onwettige gedragingen, die vermeld zijn in lid 1 en 2, de partij aangemerkt heeft als strafbare feiten in overeenstemming met lid 2 en zal het secretariaat voorzien van kopieën van haar wetten, of een beschrijving daarvan, die uitvoering geven aan lid 2, en van latere wijzigingen van dergelijke wetten.

4. Partijen worden aangemoedigd om hun nationale wetgeving met betrekking tot witwassen, wederzijdse rechtshulp en uitlevering te herzien, rekening houdende met internationale verdragen waarbij zij partij zijn, om te waarborgen dat deze effectief is waar het gaat om het handhaven van de bepalingen van dit protocol en zodoende de internationale samenwerking te versterken bij het bestrijden van strafbare feiten met betrekking tot illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur.

Artikel 15

Aansprakelijkheid van rechtspersonen

1. Elke partij zal de nodige maatregelen aannemen in overeenstemming met haar juridische principes om de aansprakelijkheid van rechtspersonen vast te stellen voor de onwettige gedragingen, met inbegrip van strafbare feiten, die zijn vastgesteld in overeenstemming met artikel 14 van dit protocol.

2. Afhankelijk van de juridische beginselen van elke partij kan de aansprakelijkheid van rechtspersonen strafrechtelijk, civielrechtelijk of bestuurlijk zijn.

3. Dergelijke aansprakelijkheid doet geen afbreuk aan de aansprakelijkheid van de natuurlijke personen die zich bezighouden met de onwettige gedragingen of die de strafbare feiten, die vastgesteld zijn in overeenstemming met de nationale wetgeving, regelingen en artikel 14 van dit protocol, gepleegd hebben.

Artikel 16

Vervolgingen en sancties

1. Elke partij zal de nodige maatregelen aannemen in overeenstemming met de nationale wetgeving om te verzekeren dat natuurlijke en rechtspersonen die verantwoordelijk gehouden worden voor de onwettige gedragingen, met inbegrip van strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14, onderworpen worden aan effectieve, proportionele en afschrikkende strafrechtelijke of niet strafrechtelijke sancties, met inbegrip van geldelijke sancties.

2. Chaque Partie s'efforce de faire en sorte que tout pouvoir discrétionnaire conféré par son droit interne et afférent aux poursuites engagées contre des personnes pour des actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 soit exercé de façon à optimiser l'efficacité des mesures de détection et de répression de ces actes et infractions, compte dûment tenu de la nécessité d'exercer un effet dissuasif en ce qui concerne leur commission.

3. Aucune disposition du présent Protocole n'affecte le principe selon lequel la définition des actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de celui-ci et des moyens juridiques de défense applicables ainsi que d'autres principes juridiques régissant la licéité des actes relève exclusivement du droit interne d'une Partie et le principe selon lequel lesdits actes et infractions sont poursuivis et sanctionnés conformément à ce droit.

Article 17

Recouvrement après saisie

Les Parties devraient, conformément à leur droit interne, envisager d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour autoriser les autorités compétentes à percevoir du producteur, du fabricant, du distributeur, de l'importateur ou de l'exportateur de tabac, de produits du tabac et/ou de matériel de fabrication saisis un montant proportionné aux taxes et aux droits qui n'ont pas été perçus.

Article 18

Elimination ou destruction

Tout le tabac, tous les produits du tabac et tout le matériel de fabrication confisqués sont détruits au moyen de méthodes écologiques dans toute la mesure possible, ou éliminés conformément au droit national.

Article 19

Techniques d'enquête spéciales

1. Si les principes fondamentaux de son système juridique interne le permettent, chaque Partie, dans la mesure de ses possibilités et dans les conditions prescrites par son droit interne, prend les mesures nécessaires pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées et, lorsqu'elle le juge approprié, le recours à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration, par ses autorités compétentes sur son territoire en vue de combattre efficacement le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

2. Aux fins des enquêtes sur les infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14, les Parties sont encouragées à conclure, si nécessaire, des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux appropriés pour recourir aux techniques mentionnées au paragraphe 1^{er} dans le cadre de la coopération internationale.

3. En l'absence d'accords ou d'arrangements au sens du paragraphe 2, les décisions de recourir à des techniques d'enquête spéciales au niveau international sont prises au cas par cas et peuvent, si nécessaire, tenir compte d'ententes et d'arrangements financiers quant à l'exercice de leur compétence par les Parties intéressées.

4. Les Parties reconnaissent l'importance et la nécessité de l'assistance et de la coopération internationales dans ce domaine et coopèrent entre elles et avec les organisations internationales pour développer les moyens d'atteindre les objectifs du présent article.

PARTIE V. — COOPERATION INTERNATIONALE

Article 20

Echange d'informations en général

1. En vue d'atteindre les objectifs du présent Protocole, les Parties, dans le cadre de l'instrument de notification de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et sous réserve de leur droit interne, communiquent, entre autres, et s'il y a lieu, des informations pertinentes telles que :

- a) Des détails sous forme agrégée sur les saisies de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, la quantité, la valeur des saisies, les descriptions de produit, les dates et les lieux de fabrication; et le montant des taxes non payées;

2. Elke partij zal zich inspannen om te verzekeren dat wettelijke beoordelingsbevoegdheid op grond van haar binnenlandse wetgeving met betrekking tot vervolging van personen voor de onwettige gedragingen, met inbegrip van strafbare feiten, die zijn vastgesteld in overeenstemming met artikel 14, uitgevoerd wordt om de effectiviteit van wetshandavingsmaatregelen met betrekking tot dergelijke onwettige gedragingen, met inbegrip van strafbare feiten, te maximaliseren en met inachtneming van de noodzaak om het begaan van een dergelijke onwettige gedraging, met inbegrip van strafbare feiten, af te schrikken.

3. Niets in dit protocol zal van invloed zijn op het beginsel dat de beschrijving van de onwettige gedragingen, met inbegrip van strafbare feiten, vastgesteld in overeenstemming met dit protocol, en van de toepasselijke juridische verdediging of andere juridische beginselen die de wettigheid van gedragingen regeren, voorbehouden is aan de binnenlandse wetgeving van een partij en dat dergelijke onwettige gedragingen, met inbegrip van strafbare feiten, vervolgd en bestraft zullen worden in overeenstemming met die wetgeving.

Artikel 17

Betalingen bij inbeslagneming

Partijen moeten, in overeenstemming met hun binnenlandse wetgeving, overwegen om dergelijke juridische en andere maatregelen aan te nemen die nodig kunnen zijn om de bevoegde instanties in staat te stellen om een bedrag van de producent, fabrikant, distributeur, importeur of exporteur van in beslag genomen tabak, tabaksproducten en/of productieapparatuur te vorderen dat proportioneel is aan de gederfde belastingen en rechten.

Artikel 18

Verwijdering of vernietiging

Alle in beslag genomen tabak, tabaksproducten en productieapparatuur zullen zoveel mogelijk vernietigd worden met gebruik van milieuvriendelijke methoden, of verwijderd worden in overeenstemming met de nationale wetgeving.

Artikel 19

Speciale opsporingstechnieken

1. Elke partij zal, indien dit wordt toegestaan door de basisbeginselen van haar binnenlandse wetgeving, binnen de mogelijkheden en op grond van de condities die worden voorgeschreven door de binnenlandse wetgeving, de nodige maatregelen nemen om het gepaste gebruik van gecontroleerde aflevering en, waar dit nodig geacht wordt, het gebruik van andere speciale opsporingstechnieken, zoals elektronische of andere vormen van toezicht en undercoveroperaties, door haar bevoegde instanties binnen het grondgebied mogelijk te maken om illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur effectief te bestrijden.

2. Ten behoeve van het onderzoeken van de strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14 worden de partijen aangemoedigd om, zo nodig, gepaste bilaterale of multilaterale overeenkomsten of regelingen af te sluiten voor het gebruik van de technieken als bedoeld in lid 1 in het kader van samenwerking op internationaal niveau.

3. Bij afwezigheid van een overeenkomst of regeling in de zin van lid 2 moeten besluiten om dergelijke speciale opsporingstechnieken te gebruiken op internationaal niveau genomen worden per geval en kunnen, zo nodig, rekening houden met financiële regelingen en afspraken met betrekking tot het uitoefenen van rechterlijke bevoegdheid door de betrokken partijen.

4. Partijen erkennen het belang en de noodzaak van internationale samenwerking en assistentie op dit gebied en zullen met elkaar en met internationale organisaties samenwerken aan het ontwikkelen van capaciteit om de doelen van dit artikel te bereiken.

DEEL V. — INTERNATIONALE SAMENWERKING

Artikel 20

Algemene informatie-uitwisseling

1. Partijen zullen, ten behoeve van het realiseren van de doelstellingen van dit protocol en als onderdeel van het rapportage-instrument van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging waar nodig relevante informatie verstrekken, in overeenstemming met de binnenlandse wetgeving, betreffende onder andere :

- a) getotaliseerde gegevens over inbeslagnames van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur, hoeveelheid, waarde van inbeslagnames, productbeschrijvingen, data en plaatsen van productie; en ontdoken belastingen;

- b) Des données relatives aux importations, aux exportations, au transit, aux ventes libérées de taxes et en franchise de droits et à la quantité ou à la valeur de la production de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication;
- c) Des données relatives aux tendances, aux méthodes de dissimulation et aux modes opératoires utilisés dans le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication; et
- d) Toute autre information pertinente, comme convenu par les Parties.

2. Afin de développer leur capacité de collecte et d'échange d'informations, les Parties coopèrent entre elles et avec les organisations internationales compétentes.

3. Les Parties considèrent lesdites informations comme confidentielles et réservées au seul usage des Parties, sauf indication contraire de la Partie qui les transmet.

Article 21

Echange d'informations aux fins de détection et de répression

1. Sous réserve de leur droit interne ou des traités internationaux applicables et s'il y a lieu, de leur propre initiative ou à la demande d'une autre Partie qui justifie dûment la nécessité de cette information aux fins de détection ou d'enquête sur le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, les Parties échangent les informations suivantes :

- a) Des données relatives aux licences délivrées aux personnes physiques et morales concernées;
- b) Des informations utiles pour l'identification, la surveillance et la poursuite de personnes physiques ou morales impliquées dans le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication;
- c) Des données relatives aux enquêtes et poursuites judiciaires;
- d) Des données relatives aux paiements se rapportant aux importations, aux exportations ou aux ventes en franchise de droits de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication; et
- e) Des détails sur les saisies de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication (y compris les références des cas, s'il y a lieu, la quantité, la valeur de la saisie, la description du produit, les entités concernées, la date et le lieu de fabrication) et les modes opératoires (y compris les moyens de transport, de dissimulation, d'acheminement et de détection).

2. Les informations reçues des Parties en vertu du présent article sont exclusivement utilisées pour atteindre les objectifs du présent Protocole. Les Parties peuvent spécifier que ces informations ne doivent pas être transmises sans l'accord de la Partie qui les a fournies.

Article 22

Echange d'informations : confidentialité et protection des données

1. Chaque Partie désigne les autorités nationales compétentes auxquelles les données indiquées aux articles 20, 21 et 24 sont adressées et notifie aux Parties cette désignation par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention.

2. L'échange d'informations au titre du présent Protocole est régi par le droit interne relatif à la confidentialité et au respect de la vie privée. Les Parties protègent, comme convenu entre elles, toute information confidentielle échangée.

Article 23

Assistance et coopération : formation, assistance technique et coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique

1. Les Parties coopèrent entre elles et/ou par l'intermédiaire des organisations internationales et régionales compétentes afin d'assurer la formation, l'assistance technique et la coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique, en vue d'atteindre les objectifs du présent Protocole, comme convenu entre elles. Cette assistance peut comprendre le transfert d'expertise ou de technologies appropriées dans les domaines de la collecte d'informations, de la détection et de la répression, du suivi et de la traçabilité, de la gestion de l'information, de la protection des données à caractère personnel, de l'interdiction, de la surveillance électronique, des méthodes de police scientifique, de l'entraide judiciaire et de l'extradition.

b) import, export, doorvoer, verkopen met belastingaftrek en rechtenvrije verkopen en hoeveelheid of waarde van de productie van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur;

c) trends, verstopmethoden en werkwijzen gebruikt bij illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur; en

d) alle andere informatie, zoals overeengekomen door de partijen.

2. Partijen zullen met elkaar en met bevoegde internationale organisaties samenwerken om de capaciteiten van partijen op te bouwen om informatie te verzamelen en uit te wisselen.

3. Partijen zullen de genoemde informatie beschouwen als vertrouwelijk en uitsluitend voor het gebruik van de partijen, tenzij anders vermeld door de verzendende partij.

Artikel 21

Uitwisseling van informatie voor rechtshandvingsdoeleinden

1. Partijen zullen afhankelijk van de binnenlandse wetgeving of toepasselijke internationale verdragen, indien van toepassing, de volgende informatie verstrekken op eigen initiatief of op verzoek van een partij die gegronde redenen aanvoert dat dergelijke informatie nodig is ten behoeve van opsporing of onderzoek van illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur :

- a) vergunningsregisters voor de betrokken natuurlijke en rechtspersonen;
- b) informatie voor het identificeren, controleren en vervolgen van natuurlijke of rechtspersonen die betrokken zijn bij de illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur;
- c) registers over onderzoeken en vervolgingen;
- d) betalingsregisters voor import, export of rechtenvrije verkopen van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur; en
- e) details over inbeslagnames van tabak, tabaksproducten of productieapparatuur (inclusief referentie-informatie van de zaak indien van toepassing, hoeveelheid, waarde van inbeslagname, productbeschrijving, betrokken entiteiten, datum en plaats van producti e) en werkwijzen (inclusief transportmiddelen, verberging, route en opsporing).

2. De informatie die op grond van dit artikel ontvangen wordt van de partijen zal exclusief gebruikt worden voor de doelstellingen van dit protocol. Partijen kunnen specificeren dat dergelijke informatie niet doorgegeven mag worden zonder de toestemming van de partij die de informatie heeft verstrekt.

Artikel 22

Informatie-uitwisseling : vertrouwelijkheid en bescherming van informatie

1. Elke partij zal de bevoegde nationale instantie aanwijzen waaraan de gegevens als bedoeld in de artikelen 20, 21 en 24, verstrekt worden en zal de partijen daarvan op de hoogte stellen via het secretariaat van het Verdrag.

2. De uitwisseling van informatie op grond van dit protocol zal onderworpen zijn aan de binnenlandse wetgeving met betrekking tot vertrouwelijkheid en privacy. Partijen zullen, zoals wederzijds overeengekomen, alle uitgewisselde vertrouwelijke informatie beschermen.

Artikel 23

Assistentie en samenwerking : opleiding, technische bijstand en samenwerking in wetenschappelijke, technische en technologische aangelegenheden

1. Partijen zullen met elkaar en/of via bevoegde internationale en regionale organisaties samenwerken voor het verschaffen van opleiding, technische bijstand en samenwerking in wetenschappelijke, technische en technologische aangelegenheden om de doelstellingen van dit protocol te realiseren, zoals wederzijds overeengekomen. Dergelijke assistentie kan bestaan uit het overdragen van expertise of geschikte technologie op het gebied van informatievergaring, wetshandhaving, volgen en traceren, informatiebeheer, bescherming van persoonsgegevens, verboden, elektronisch toezicht, forensische analyse, wederzijdse rechtshulp en uitlevering.

2. Les Parties peuvent, en tant que de besoin, conclure des accords bilatéraux, multilatéraux ou tous autres accords ou arrangements visant à promouvoir la formation, l'assistance technique et la coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique, en tenant compte des besoins des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition.

3. Les Parties coopèrent, en tant que de besoin, afin d'explorer et d'accroître les possibilités de déterminer l'origine géographique exacte du tabac et des produits du tabac saisis.

Article 24

Assistance et coopération : enquêtes et poursuite des contrevenants

1. Les Parties prennent, conformément à leur droit interne, toutes les mesures nécessaires, le cas échéant, pour renforcer la coopération par des accords multilatéraux, régionaux ou bilatéraux sur la prévention, la détection, les enquêtes ainsi que la poursuite et la condamnation des personnes physiques ou morales se livrant au commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

2. Chaque Partie fait en sorte que les autorités administratives, de réglementation, de détection et de répression et autres autorités qui luttent contre le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication (y compris, lorsque le droit interne le permet, les autorités judiciaires) coopèrent et échangent des informations pertinentes aux niveaux national et international dans les conditions prescrites par son droit interne.

Article 25

Protection de la souveraineté

1. Les Parties exécutent leurs obligations au titre du présent Protocole d'une manière compatible avec les principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des Etats et avec celui de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats.

2. Aucune disposition du présent Protocole n'habilite une Partie à exercer sur le territoire d'un autre Etat une compétence et des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre Etat par son droit interne.

Article 26

Compétence

1. Chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 dans les cas suivants :

- a) Lorsque l'infraction est commise sur son territoire; ou
- b) Lorsque l'infraction est commise à bord d'un navire qui bat son pavillon ou à bord d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où ladite infraction est commise.

2. Sous réserve de l'article 25, une Partie peut également établir sa compétence à l'égard de l'une quelconque de ces infractions pénales dans les cas suivants :

- a) Lorsque l'infraction est commise à l'encontre de cette Partie;
- b) Lorsque l'infraction est commise par un de ses ressortissants ou par une personne apatride résidant habituellement sur son territoire; ou
- c) Lorsque l'infraction est une de celles établies comme telles en vertu de l'article 14 et est commise hors de son territoire en vue de la commission, sur son territoire, d'une infraction établie comme telle en vertu de l'article 14.

3. Aux fins de l'article 30, chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'elle n'extrade pas cette personne au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants.

4. Chaque Partie peut également adopter les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'elle ne l'extrade pas.

5. Si une Partie qui exerce sa compétence en vertu du paragraphe 1^{er} ou 2 a été avisée ou a appris de toute autre façon qu'une ou plusieurs autres Parties mènent une enquête ou ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même acte, les autorités compétentes de ces Parties se consultent, selon qu'il convient, pour coordonner leurs actions.

2. Partijen kunnen, zo nodig, bilaterale, multilaterale of andere overeenkomsten of regelingen aangaan om opleiding, technische bijstand en samenwerking in wetenschappelijke, technische en technologische kwesties te bevorderen met inachtneming van de behoeften van partijen in ontwikkelingslanden en partijen met een overgangseconomie.

3. Partijen zullen, zo nodig, samenwerken om de mogelijkheden voor het bepalen van de exacte geografische herkomst van in beslag genomen tabak en tabaksproducten te ontwikkelen en te bestuderen.

Artikel 24

Assistentie en samenwerking : onderzoek en vervolging van delicten

1. Partijen zullen, in overeenstemming met hun binnenlandse wetgeving, alle nodige maatregelen nemen om samenwerking te versterken door middel van multilaterale, regionale of bilaterale regelingen voor het voorkomen, opsporen, onderzoeken, vervolgen en bestraffen van natuurlijke of rechtspersonen die betrokken zijn bij illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur.

2. Elke partij zal ervoor zorgen dat bestuurlijke, regelgevende, wetshandhavings- en andere instanties die betrokken zijn bij het bestrijden van illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur (inclusief justitiële instanties, indien toegestaan op grond van binnenlandse wetgeving) samenwerken en relevante informatie uitwisselen op nationaal en internationaal niveau binnen de voorgescreven bepalingen van haar binnenlandse wetgeving.

Artikel 25

Bescherming van soevereiniteit

1. Partijen zullen hun verplichtingen op grond van dit protocol uitvoeren op een wijze die consistent is met de beginselen van soevereine gelijkheid en territoriale integriteit van staten en het beginsel van niet-inmenging in de binnenlandse aangelegenheden van andere staten.

2. Niets in dit protocol geeft een partij het recht om op het grondgebied van een andere staat rechtsmacht uit te oefenen en functies uit te voeren die volgens de binnenlandse wetgeving exclusief voorbehouden zijn aan de instanties van die andere staat.

Artikel 26

Rechterlijke bevoegdheid

1. Elke partij zal de nodige maatregelen aannemen om haar rechterlijke bevoegdheid over de in overeenstemming met artikel 14 vastgestelde strafbare feiten te bepalen wanneer :

- a) het delict gepleegd is op het grondgebied van die partij; of
- b) het delict gepleegd is aan boord van een schip dat vaart onder de vlag van die partij of een vliegtuig dat geregistreerd is volgens de wetgeving van die partij op het moment dat het delict gepleegd werd.

2. Overeenkomstig artikel 25 mag een partij tevens haar rechterlijke bevoegdheid bepalen over een dergelijk strafbaar feit wanneer :

- a) het delict gepleegd is tegen die partij;
- b) het delict gepleegd is door een onderdaan van die partij of een staatloos persoon die zijn of haar normale verblijfplaats op haar grondgebied van de partij heeft; of
- c) het delict één van de delicten is die zijn vastgesteld in overeenstemming met artikel 14 en gepleegd werd buiten haar grondgebied met het oog op het begaan van een delict dat in overeenstemming met artikel 14 is vastgesteld binnen het grondgebied.

3. Ten behoeve van artikel 30 zal elke partij dergelijke maatregelen aannemen die nodig zijn om haar rechterlijke bevoegdheid over de strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14 te bepalen wanneer de vermeende overtreder zich op haar grondgebied bevindt en de partij deze persoon niet uitlevert louter om de reden dat hij of zij onderdaan van de partij is.

4. Elke partij kan tevens dergelijke maatregelen aannemen die nodig zijn om haar rechterlijke bevoegdheid over de strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14 te bepalen wanneer de vermeende overtreder zich bevindt op haar grondgebied van de partij en de partij hem of haar niet uitlevert.

5. Indien een partij die haar rechterlijke bevoegdheid op grond van de leden 1 en 2 uitoefent, geïnformeerd is, of op andere wijze te weten is gekomen dat één of meer partijen een onderzoek, vervolging of gerechtelijke procedure uitvoeren met betrekking tot dezelfde gedraging, zullen de bevoegde instanties van die partijen met elkaar overleggen om hun optreden te coördineren.

6. Sans préjudice des normes du droit international général, le présent Protocole n'exclut pas l'exercice de toute compétence pénale établie par une Partie conformément à son droit interne.

Article 27

Coopération entre les services de détection et de répression

1. Chaque Partie adopte, conformément à ses systèmes juridique et administratif internes, des mesures efficaces pour :

- a) Renforcer ou, si nécessaire, établir des voies de communication entre les autorités, organismes et services compétents pour faciliter l'échange sûr et rapide d'informations concernant tous les aspects des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14;
- b) Assurer une coopération efficace entre les autorités, les organismes, les services des douanes, les services de police et autres organismes de détection et de répression compétents;
- c) Coopérer avec d'autres Parties à la conduite d'enquêtes dans des cas particuliers, s'agissant des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14, concernant :
 - i) L'identité et les activités des personnes soupçonnées d'implication dans lesdites infractions, le lieu où elles se trouvent ou les lieux où se trouvent les autres personnes concernées;
 - ii) Le mouvement du produit des activités délictueuses ou des biens provenant de la commission de ces infractions; et
 - iii) Le mouvement des biens, des matériels ou d'autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés dans la commission de ces infractions;
- d) Fournir, lorsqu'il y a lieu, les pièces ou quantités de substances nécessaires à des fins d'analyse ou d'enquête;
- e) Faciliter une coordination efficace entre les autorités, organismes et services compétents et favoriser l'échange de personnel et d'experts, y compris, sous réserve d'accords ou d'arrangements bilatéraux entre les Parties concernées, le détachement d'agents de liaison;
- f) Echanger avec d'autres Parties des informations pertinentes sur les moyens et procédés spécifiques employés par les personnes physiques ou morales dans la commission de ces infractions, y compris, s'il y a lieu, sur les itinéraires et les moyens de transport ainsi que sur l'usage de fausses identités, de documents modifiés ou falsifiés ou d'autres moyens de dissimulation de leurs activités; et
- g) Echanger des informations pertinentes et coordonner les mesures administratives et autres prises, comme il convient, pour détecter au plus tôt les infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14.

2. Afin de donner effet au présent Protocole, les Parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe entre leurs services de détection et de répression et, lorsque de tels accords ou arrangements existent déjà, de les modifier en conséquence. En l'absence de tels accords ou arrangements entre les Parties concernées, ces dernières peuvent se baser sur le présent Protocole pour instaurer une coopération en matière de détection et de répression concernant les infractions visées par le présent Protocole. Chaque fois que cela est approprié, les Parties utilisent pleinement les accords ou arrangements, y compris les organisations internationales ou régionales, pour renforcer la coopération entre leurs services de détection et de répression.

3. Les Parties s'efforcent de coopérer, dans la mesure de leurs moyens, pour faire face au commerce illicite transnational de produits du tabac perpétré au moyen de techniques modernes.

Article 28

Assistance administrative mutuelle

Conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs internes respectifs, les Parties se communiquent mutuellement, sur demande ou de leur propre initiative, des informations afin de garantir la bonne application du droit douanier et autre droit applicable pour prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, le déceler, enquêter et engager des poursuites à son sujet, et

6. Ongeacht de normen van de algemene internationale wetgeving sluit dit protocol niet het uitoefenen van strafrechtspraak, die is vastgesteld door een partij in overeenstemming met haar binnenlandse wetgeving, uit.

Artikel 27

Samenwerking op het gebied van rechtshandhaving

1. Elke partij zal, in overeenstemming met haar respectievelijke binnenlandse wetgeving en bestuurlijke systemen, effectieve maatregelen nemen om :

- a) waar nodig, communicatiekanalen te verbeteren en vast te stellen tussen de bevoegde instanties, agentschappen en diensten om de veilige en snelle uitwisseling van informatie met betrekking tot alle aspecten van de strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14 te vergemakkelijken;
- b) te zorgen voor effectieve samenwerking tussen de bevoegde instanties, agentschappen, douanediensten, politie en andere rechtshandavingsorganen;
- c) samen te werken met andere partijen bij het inwinnen van inlichtingen in specifieke zaken met betrekking tot strafbare feiten die zijn vastgesteld in overeenstemming met artikel 14 met betrekking tot :
 - i) de identiteit, verblijfplaats en activiteiten van personen die verdacht worden van betrokkenheid bij dergelijke delicten, of de locatie van andere betrokken personen;
 - ii) het verkeer van opbrengst van misdrijven of eigendom afkomstig uit het begaan van dergelijke delicten; en
 - iii) het verkeer van eigendom, apparatuur of andere hulpmiddelen die gebruikt zijn tijdens of bedoeld zijn voor gebruik tijdens het begaan van dergelijke delicten;
- d) indien nodig, de nodige artikelen of hoeveelheden van substanties voor analytische of onderzoeksdoeleinden te verschaffen;
- e) effectieve coördinatie te vergemakkelijken tussen haar bevoegde instanties, agentschappen en diensten en de uitwisseling van personeel en andere experts te bevorderen, met inbegrip van de inschakeling van verbindingsfunctionarissen, overeenkomstig bilaterale overeenkomsten of regelingen tussen de betrokken partijen;
- f) relevante informatie over specifieke middelen en methoden, die door natuurlijke of rechtspersonen gebruikt worden bij het begaan van dergelijke delicten, uit te wisselen met andere partijen, inclusief, waar van toepassing, routes en vervoermiddelen en het gebruik van valse identiteiten, gewijzigde of valse documenten of andere middelen om hun activiteiten te verbergen; en
- g) relevante informatie uit te wisselen en bestuurlijke en andere maatregelen, die genomen zijn ten behoeve van het vroeg identificeren van de strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14, te coördineren.

2. Partijen zullen met het oog op het uitvoeren van dit protocol overwegen om bilaterale of multilaterale overeenkomsten of regelingen over directe samenwerking tussen hun wetshandavingsdiensten aan te gaan en, indien dergelijke overeenkomsten of regelingen reeds bestaan, deze overeenkomstig aan te passen. Bij afwezigheid van dergelijke overeenkomsten of regelingen tussen de betrokken partijen kunnen de partijen dit protocol beschouwen als de basis voor wederzijdse samenwerking op het gebied van rechtshandhaving met betrekking tot de delicten die vallen onder dit protocol. Partijen zullen, indien mogelijk, volledig gebruikmaken van de overeenkomsten of regelingen met betrekking tot internationale of regionale organisaties om de samenwerking tussen hun wetshandavingsdiensten te verbeteren.

3. Partijen zullen ernaar streven samen te werken binnen de grenzen van hun middelen om te reageren op internationale illegale handel in tabaksproducten waarbij moderne technologie wordt gebruikt.

Artikel 28

Wederzijdse administratieve bijstand

Partijen zullen in overeenstemming met hun respectievelijke binnenlandse juridische en bestuurlijke systemen elkaar op verzoek of uit eigen initiatief voorzien van informatie om de juiste toepassing van douane- en andere relevante wetgeving bij het voorkomen, opsporen, onderzoeken, vervolgen en bestrijden van illegale handel in tabak, tabaksproducten of productieapparatuur te verzekeren. De partijen

le combattre. Les Parties considèrent lesdites informations comme confidentielles et à usage restreint, sauf indication contraire de la Partie qui les transmet. Ces informations peuvent comprendre les éléments suivants :

- a) Les nouvelles techniques douanières et autres techniques de détection et de répression dont l'efficacité est avérée;
- b) Les nouvelles tendances, nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour se livrer au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication;
- c) Les marchandises connues pour faire l'objet d'un commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication, ainsi que des précisions sur la description de ces marchandises, leur conditionnement, leur transport et leur stockage, et les méthodes utilisées;
- d) Les personnes physiques ou morales que l'on sait avoir commis une infraction établie comme telle en vertu de l'article 14 ou avoir participé à sa commission; et
- e) Toute autre donnée susceptible d'aider les organismes désignés à évaluer les risques à des fins de contrôle et à d'autres fins de détection et de répression.

Article 29 Entraide judiciaire

1. Les Parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 du présent Protocole.

2. L'entraide judiciaire la plus large possible est accordée autant que les lois, traités, accords et arrangements pertinents de la Partie requise le permettent, lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont des personnes morales peuvent être tenues pour responsables dans la Partie requérante, conformément à l'article 15 du présent Protocole.

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes :

- a) Recueillir des témoignages ou des dépositions;
- b) Signifier des actes judiciaires;
- c) Effectuer des perquisitions et des saisies, ainsi que des gels;
- d) Examiner des objets et visiter des lieux;
- e) Fournir des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts;
- f) Fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des documents administratifs, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de sociétés;
- g) Identifier ou localiser des produits des activités délictueuses, des biens, des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve;
- h) Faciliter la comparution volontaire de personnes dans la Partie requérante; et
- i) Fournir tout autre type d'assistance compatible avec le droit interne de la Partie requise.

4. Le présent article n'affecte en rien les obligations découlant de tout autre traité bilatéral ou multilatéral régissant ou devant régir, entièrement ou partiellement, l'entraide judiciaire.

5. Les paragraphes 6 à 24 sont applicables, sur la base de la réciprocité, aux demandes faites conformément au présent article si les Parties en question ne sont pas liées par un traité ou accord intergouvernemental d'entraide judiciaire. Si les Parties sont liées par un tel traité ou accord intergouvernemental, les dispositions correspondantes de ce traité ou de cet accord intergouvernemental sont applicables, à moins que les Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les paragraphes 6 à 24. Les Parties sont vivement encouragées à appliquer ces paragraphes s'ils facilitent la coopération.

6. Les Parties désignent une autorité centrale qui a la responsabilité et le pouvoir de recevoir les demandes d'entraide judiciaire et soit de les exécuter, soit de les transmettre à leurs autorités compétentes respectives pour exécution. Si une Partie a une région ou un territoire spécial doté d'un système d'entraide judiciaire différent, elle peut désigner une autorité centrale distincte qui aura la même fonction pour ladite région ou ledit territoire. Les autorités centrales assurent l'exécution ou la transmission rapide et en bonne et due forme des demandes reçues. Si l'autorité centrale transmet la demande à une autorité compétente pour

zullen de genoemde informatie beschouwen als vertrouwelijk en voor beperkt gebruik, tenzij anders vermeld door de verzendende partij. Dergelijke informatie kan bestaan uit :

- a) nieuwe douane- en andere technieken voor wetshandhaving met bewezen effectiviteit;
- b) nieuwe trends, middelen of methoden om zich bezig te houden met illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur;
- c) goederen waarvan bekend is dat zij het voorwerp van illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur uitmaken, evenals details van de beschrijving, de verpakking, het transport en de opslag en methoden die gebruikt worden met betrekking tot deze goederen;
- d) natuurlijke of rechtspersonen waarvan bekend is dat zij een delict gepleegd hebben of deelgenomen hebben aan een delict in overeenstemming met artikel 14; en
- e) andere gegevens die de aangewezen diensten kunnen helpen bij risicoanalyse ten behoeve van controle- en andere handhavingsdoelinden.

Artikel 29 Wederzijdse rechtshulp

1. Partijen zullen elkaar zoveel mogelijk wederzijdse rechtshulp verlenen bij onderzoeken, vervolgingen en gerechtelijke procedures met betrekking tot strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14 van dit protocol.

2. Wederzijdse rechtshulp zal zover mogelijk verleend worden door de verzochte partij onder relevante wetgeving, verdragen, overeenkomsten en regelingen met betrekking tot onderzoeken, vervolgingen en gerechtelijke procedures met betrekking tot de delicten waarvoor rechtspersonen verantwoordelijk gehouden kunnen worden in overeenstemming met artikel 15 van dit protocol door de verzoekende partij.

3. Wederzijdse rechtshulp die verleend wordt in overeenstemming met dit artikel kan gevraagd worden voor de volgende doeleinden :

- a) het opnemen van bewijs of verklaringen van personen;
- b) betekening van gerechtelijke stukken;
- c) het uitvoeren van huiszoeken en inbeslagname, en bevestiging; 1.10.2016 L 268/27 Publicatieblad van de Europese Unie NL
- d) het onderzoeken van objecten en locaties;
- e) het verschaffen van informatie, bewijsstukken en taxaties van experts;
- f) het verschaffen van originele of gecertificeerde exemplaren van relevante documenten en registers, met inbegrip van regerings-, bank-, financiële, bedrijfs- of zakelijke registers;
- g) het identificeren of traceren van misdaad, eigendom, hulpmiddelen of andere zaken ten behoeve van bewijsvoering;
- h) het vergemakkelijken van het vrijwillig verschijnen van personen voor de verzoekende partij; en
- i) alle andere hulp die niet in strijd is met de binnenlandse wetgeving van de verzochte partij.

4. Dit artikel zal geen invloed hebben op de verplichtingen op grond van een ander bilateraal of multilateraal verdrag dat wederzijdse rechtshulp in zijn geheel of gedeeltelijk regeert of zal regeren.

5. De leden 6 tot 24 zullen op basis van wederkerigheid van toepassing zijn op verzoeken die ingediend zijn volgens dit artikel indien de partijen in kwestie niet gebonden zijn door een verdrag of intergouvernementele overeenkomst voor wederzijdse rechtshulp. Indien de partijen gebonden zijn door een dergelijk verdrag of een dergelijke intergouvernementele overeenkomst, zullen de overeenkomstige bepalingen van dat verdrag of die intergouvernementele overeenkomst van toepassing zijn, tenzij de partijen ermee instemmen om lid 6 tot 24 in plaats daarvan toe te passen. Partijen wordt sterk aanbevolen om deze leden toe te passen indien zij de samenwerking versoepelen.

6. Partijen zullen een centrale instantie aanwijzen die de verantwoordelijkheid en macht zal hebben om verzoeken voor wederzijdse rechtshulp te ontvangen en om deze ofwel uit te voeren of over te dragen aan hun respectievelijke bevoegde instantie voor uitvoering. Wanneer een partij een speciale regio of speciaal grondgebied heeft met een apart systeem voor wederzijdse rechtshulp, kan de partij een aparte centrale instantie aanwijzen die dezelfde functie heeft voor die regio of voor dat grondgebied. Centrale instanties zullen zorgen voor de snelle en juiste uitvoering of overdracht van de ontvangen verzoeken.

exécution, elle encourage l'exécution rapide et en bonne et due forme de la demande par l'autorité compétente. L'autorité centrale désignée à cette fin fait l'objet d'une notification adressée au Chef du Secrétariat de la Convention par chaque Partie au moment de son adhésion au présent Protocole ou de l'acceptation, de l'approbation, de la confirmation formelle ou de la ratification par elle du présent Protocole. La transmission des demandes d'entraide judiciaire et toute communication y relative s'effectuent entre les autorités centrales désignées par les Parties. La présente disposition s'entend sans préjudice du droit de toute Partie d'exiger que ces demandes et communications lui soient adressées par la voie diplomatique et, en cas d'urgence, si les Parties en conviennent, par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, si cela est possible.

7. Les demandes sont adressées par écrit ou, si possible, par tout autre moyen permettant d'en obtenir une trace écrite, dans une langue acceptable pour la Partie requise, dans des conditions lui permettant d'en établir l'authenticité. La ou les langues acceptables sont notifiées au Chef du Secrétariat de la Convention par chaque Partie au moment de son adhésion au présent Protocole, ou de l'acceptation, de l'approbation, de la confirmation formelle ou de la ratification par elle du présent Protocole. En cas d'urgence et si les Parties en conviennent, les demandes peuvent être faites oralement, mais doivent être confirmées sans délai par écrit.

8. Une demande d'entraide judiciaire doit contenir les renseignements suivants :

- a) La désignation de l'autorité dont émane la demande;
- b) L'objet et la nature de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée;
- c) Un résumé des faits pertinents, sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires;
- d) Une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que la Partie requérante souhaite voir appliquée;
- e) Si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée;
- f) Le but dans lequel le témoignage, les informations ou les mesures sont demandés; et
- g) Les dispositions du droit interne relatives à l'infraction pénale et aux sanctions applicables.

9. La Partie requise peut demander un complément d'information lorsque cela apparaît nécessaire pour exécuter la demande conformément à son droit interne ou lorsque cela peut faciliter l'exécution de la demande.

10. Toute demande est exécutée conformément au droit interne de la Partie requise et, dans la mesure où cela ne contrevient pas au droit interne de la Partie requise et lorsque cela est possible, conformément aux procédures spécifiées dans la demande.

11. La Partie requérante ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par la Partie requise pour des enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de la Partie requise. Aucune disposition du présent paragraphe n'empêche la Partie requérante de révéler, lors de la procédure, des informations ou des éléments de preuve à décharge. Dans ce dernier cas, la Partie requérante avise la Partie requise avant la révélation et, s'il lui en est fait la demande, consulte la Partie requise. Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, la Partie requérante informe sans retard la Partie requise de la révélation.

12. La Partie requérante peut exiger que la Partie requise garde le secret sur la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter. Si la Partie requise ne peut satisfaire à cette exigence, elle en informe sans délai la Partie requérante.

13. Lorsque cela est possible et conforme aux principes fondamentaux du droit interne, si une personne qui se trouve sur le territoire d'une Partie doit être entendue comme témoin ou comme expert par les autorités judiciaires d'une autre Partie, la première Partie peut, à la demande de l'autre, autoriser son audition par vidéoconférence s'il n'est pas possible ou souhaitable qu'elle compare en personne sur le

Wanneer de centrale instantie het verzoek overdraagt aan een bevoegde instantie voor uitvoering, zal de instantie bij de bevoegde instantie aandringen op de snelle en juiste uitvoering van het verzoek. Elke partij zal het Hoofd van het secretariaat van het Verdrag informeren op het moment van toetreding, aanvaarding, goedkeuring, formele bevestiging of ratificatie van dit protocol van de voor dit doel toegewezen centrale instantie. De overdracht van verzoeken voor wederzijdse rechtshulp en hieraan gerelateerde communicatie zullen van kracht worden tussen de door de partijen aangewezen centrale instanties. Deze eis zal geen afbreuk doen aan het recht van een partij om te vereisen dat dergelijke verzoeken en communicatie gericht zijn aan de instantie via het diplomatieke kanaal en, in dringende omstandigheden, waar de partijen instemmen via gepaste internationale organisaties, indien mogelijk.

7. Verzoeken zullen schriftelijke ingediend worden of, waar mogelijk, op elke wijze die een schriftelijke melding oplevert in een taal die acceptabel is voor de verzochte partij op grond van bepalingen die de partij in staat stellen om authenticiteit vast te stellen. De acceptabele taal of talen voor elke partij zal/zullen gemeld worden aan het Hoofd van het secretariaat van het Verdrag op het moment van toetreding, aanvaarding, goedkeuring, formele bevestiging of ratificatie van dit protocol. In dringende omstandigheden, en indien overeengekomen door de partijen, mogen verzoeken mondeling ingediend worden, waarna zij onmiddellijk schriftelijk bevestigd zullen worden.

8. Een verzoek om wederzijdse rechtshulp bevat :

- a) de identiteit van de instantie die het verzoek indient;
- b) het onderwerp en de aard van het onderzoek, de vervolging of de gerechtelijke procedure waar het verzoek betrekking op heeft en de naam en de functies van de instantie die een dergelijk onderzoek, vervolging of gerechtelijke procedure uitvoert;
- c) een samenvatting van de relevante feiten, behalve met betrekking tot verzoeken ten behoeve van betekening van de gerechtelijke stukken;
- d) een beschrijving van de gewenste hulp en elke specifieke procedure die de verzochende partij wenst te volgen;
- e) waar mogelijk, de identiteit, locatie en nationaliteit van alle betrokken personen;
- f) het doel waarvoor het aangezochte bewijs, de informatie of handeling moet dienen; en
- g) de bepalingen van de binnenlandse wetgeving die relevant zijn voor het strafbare feit en de bestraffing daarvan. 1.10.2016 L 268/28 Publicatieblad van de Europese Unie NL

9. De verzochte partij mag aanvullende informatie vragen wanneer dit nodig lijkt voor het uitvoeren van het verzoek in overeenstemming met haar binnenlandse wetgeving of wanneer het een dergelijke uitvoering kan versoepelen.

10. Een verzoek zal uitgevoerd worden in overeenstemming met de binnenlandse wetgeving van de verzochte partij en, voor zover niet in strijd met de binnenlandse wetgeving van de verzochte partij en waar mogelijk, in overeenstemming met de in het verzoek gespecificeerde procedures.

11. De verzochende partij zal geen andere dan in het verzoek vermelde informatie of bewijs dat door de verzochte partij voor onderzoeken, vervolgingen of gerechtelijke procedures verschaft is overdragen zonder de voorafgaande toestemming van de verzochte partij. Niets in dit lid zal de verzochende partij weerhouden van het in de procedure openbaren van informatie of bewijs dat ontlastend is voor een beschuldigde persoon. In het laatste geval zal de verzochende partij de verzochte partij voorafgaand aan de openbaarmaking op de hoogte stellen en, zo nodig, overleggen met de verzochte partij. Indien, in uitzonderlijk geval, melding vooraf niet mogelijk is, zal de verzochende partij de verzochte partij zo snel mogelijk informeren over de openbaarmaking.

12. De verzochende partij mag de verzochte partij vragen het feit en de inhoud van het verzoek vertrouwelijk te houden, met uitzondering van de mate die vereist is voor het uitvoeren van het verzoek. Indien de verzochte partij niet kan voldoen aan de eis van vertrouwelijkheid, dan zal zij de verzochende partij onmiddellijk hierover inlichten.

13. Wanneer een persoon zich bevindt op het grondgebied van een partij en door de justitiële autoriteiten van een andere partij gehoord moet worden als getuige of expert, mag de eerst partij op verzoek van de andere toestaan dat de hoorzitting plaatsvindt via videoconferentie indien het voor de persoon in kwestie niet mogelijk of gewenst is om persoonlijk te verschijnen op het grondgebied van de verzochende

territoire de la Partie requérante. Les Parties peuvent convenir que l'audition sera conduite par une autorité judiciaire de la Partie requérante et qu'une autorité judiciaire de la Partie requise y assistera.

14. L'entraide judiciaire peut être refusée :

- a) Si la demande n'est pas faite conformément au présent article;
- b) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts essentiels;
- c) Au cas où le droit interne de la Partie requise interdirait à ses autorités de prendre les mesures demandées s'il s'agissait d'une infraction analogue ayant fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une procédure judiciaire dans le cadre de sa propre compétence;
- d) Lorsque la demande porte sur une infraction pour laquelle la peine maximale dans la Partie requise est inférieure à deux ans d'emprisonnement ou d'autres formes de peine privative de liberté ou au cas où, de l'avis de la Partie requise, la fourniture de l'assistance ferait peser sur ses ressources une charge disproportionnée par rapport à la gravité de l'infraction; ou
- e) Au cas où il serait contraire au système juridique de la Partie requise concernant l'entraide judiciaire d'accepter la demande.

15. Tout refus d'entraide judiciaire doit être motivé.

16. Une Partie ne peut invoquer le secret bancaire pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article.

17. Les Parties ne peuvent refuser une demande d'entraide judiciaire au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

18. Les parties peuvent invoquer l'absence de double incrimination pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article. La Partie requise peut néanmoins, lorsqu'elle le juge approprié, fournir cette assistance, dans la mesure où elle le décide à son gré, indépendamment du fait que l'acte constitue ou non une infraction conformément au droit interne de la Partie requise.

19. La Partie requise exécute la demande d'entraide judiciaire aussi promptement que possible et tient compte dans toute la mesure possible de tous délais suggérés par la Partie requérante et qui sont motivés, de préférence dans la demande. La Partie requise répond aux demandes raisonnables de la Partie requérante concernant les progrès faits dans l'exécution de la demande. Quand l'entraide demandée n'est plus nécessaire, la Partie requérante en informe promptement la Partie requise.

20. L'entraide judiciaire peut être différée par la Partie requise au motif qu'elle entraverait une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire en cours.

21. Avant de refuser une demande en vertu du paragraphe 14 ou d'en différer l'exécution en vertu du paragraphe 20, la Partie requise étudie avec la Partie requérante la possibilité d'accorder l'entraide sous réserve des conditions qu'elle juge nécessaires. Si la Partie requérante accepte l'entraide sous réserve de ces conditions, elle se conforme à ces dernières.

22. Les frais ordinaires engagés pour exécuter une demande sont à la charge de la Partie requise, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les Parties concernées. Lorsque des dépenses importantes ou extraordinaires sont ou se révèlent ultérieurement nécessaires pour exécuter la demande, les Parties se consultent pour fixer les conditions selon lesquelles la demande sera exécutée, ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

23. Si une demande est soumise, la Partie requise :

- a) Fournit à la Partie requérante copies des dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public a accès; et
- b) Peut, à son gré, fournir à la Partie requérante intégralement, en partie ou aux conditions qu'elle estime appropriées, copies de tous dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public n'a pas accès.

partij, waar dit mogelijk en in overeenstemming is met de fundamentele beginselen van binnenlandse wetgeving. Partijen kunnen overeenkomen dat de hoorzitting uitgevoerd zal worden door een justitiële autoriteit van de verzoekende partij en bijgewoond wordt door een justitiële autoriteit van de verzochte partij.

14. Wederzijdse rechtshulp kan geweigerd worden :

- a) indien het verzoek niet in overeenstemming met dit artikel is ingediend;
- b) indien de verzochte partij van mening is dat het uitvoeren van het verzoek mogelijkwijs haar soevereiniteit, veiligheid, openbare orde of andere essentiële belangen in gevaar brengt;
- c) indien het de instanties van de verzochte partij door hun binnenlandse wetgeving verboden is om de gevraagde handeling met betrekking tot een soortgelijk delict uit te voeren, wanneer dit onder hun rechtsbevoegdheid het voorwerp geweest zou zijn van een onderzoek, vervolging of gerechtelijke procedures;
- d) wanneer het verzoek betrekking heeft op een misdaad waarvoor de maximumstraf bij de verzochte partij minder dan twee jaar gevangenisstraf of een andere vorm van vrijheidsberoving is, indien, naar mening van de verzochte partij, het verlenen van de hulp een disproportionele belasting vormt op haar middelen in verhouding met de ernst van de misdaad; of
- e) indien het inwilligen van het verzoek in strijd is met het rechtssysteem van de verzochte partij met betrekking tot wederzijdse rechtshulp.

15. Er dienen redenen opgegeven te worden voor elke weigering van wederzijdse rechtshulp.

16. Een partij zal niet weigeren om wederzijdse rechtshulp te verlenen krachtens dit artikel op grond van het bankgeheim.

17. Partijen mogen geen verzoek om wederzijdse rechtshulp weigeren alleen op grond van de overweging dat het delict tevens fiscale kwesties bevat.

18. Partijen mogen weigeren om wederzijdse rechtshulp te verlenen volgens dit artikel op grond van afwezigheid van dubbele strafbaarheid. Echter, de verzochte partij mag, wanneer deze partij het gepast acht, hulp verschaffen in de mate die de partij naar eigen inzicht besluit, ongeacht of de gedraging een delict vormt op grond van de binnenlandse wetgeving van de verzochte partij.

19. De verzochte partij zal het verzoek om wederzijdse rechtshulp zo snel mogelijk uitvoeren en zal zoveel mogelijk rekening houden met de deadlines die gesuggereerd worden door de verzoekende partij en waarvoor redenen gegeven zijn, bij voorkeur in het verzoek. De verzochte partij zal reageren op redelijke verzoeken van de verzoekende partij met betrekking tot de voortgang van het verzoek. De verzoekende partij dient de verzochte partij onmiddellijk in te lichten wanneer de gezochte hulp niet langer vereist is.

20. Wederzijdse rechtshulp kan uitgesteld worden door de verzochte partij op grond dat het een lopend onderzoek, een vervolging of een gerechtelijke procedure stoort.

21. Voorafgaand aan het weigeren van een verzoek volgens lid 1 of aan het uitstellen van de uitvoering volgens lid 20, moet de verzochte partij de verzoekende partij raadplegen om te overwegen of hulp toegewezen kan worden afhankelijk van de noodzakelijk geachte voorwaarden en bepalingen. Indien de verzoekende partij hulp accepteert die onderworpen is aan die bepalingen, moet de partij de bepalingen naleven.

22. De gebruikelijke kosten voor het uitvoeren van een verzoek zullen gedragen worden door de verzochte partij, tenzij anders overeengekomen door de betrokken partijen. Indien uitgaven van een substantiële of buitengewone aard vereist zijn of zullen zijn om het verzoek in te willigen, zullen de partijen de voorwaarden en bepalingen op grond waarvan het verzoek uitgevoerd zal worden bepalen, evenals hoe de kosten gedragen zullen worden.

23. In het geval van een verzoek :

- a) zal de verzochte partij de verzoekende partij voorzien van exemplaren van regeringsregisters, documenten of informatie die de verzochte partij in haar bezit heeft en die op grond van de binnenlandse wetgeving beschikbaar zijn voor het algemeen publiek; en
- b) mag de verzochte partij, naar eigen inzicht, de verzoekende partij in het geheel, gedeeltelijk, of afhankelijk van de condities die de verzoekende partij noodzakelijk acht voorzien van exemplaren van regeringsregisters, documenten of informatie in zijn bezit die onder zijn binnenlandse wetgeving niet beschikbaar zijn voor het algemene publiek.

24. Les Parties envisagent, s'il y a lieu, la possibilité de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux qui servent les objectifs et les dispositions du présent article, leur donnent un effet pratique ou les renforcent.

Article 30
Extradition

1. Le présent article s'applique aux infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 du présent Protocole lorsque :

- a) La personne faisant l'objet de la demande d'extradition se trouve sur le territoire de la Partie requise;
- b) L'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est punissable par le droit interne de la Partie requérante et de la Partie requise; et
- c) L'infraction est passible d'une peine d'emprisonnement maximale ou d'autres formes de peine privative de liberté d'au moins quatre ans ou d'une peine plus lourde, sauf si une durée plus courte a été convenue par les Parties concernées conformément à des traités bilatéraux ou multilatéraux ou à d'autres accords internationaux.

2. Chacune des infractions pénales auxquelles s'applique le présent article est réputée incluse dans tout traité d'extradition en vigueur entre les Parties en tant qu'infraction dont l'auteur peut être extradé. Les Parties s'engagent à inclure ces infractions en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé dans tout traité d'extradition qu'elles concluront entre elles.

3. Si une Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu pareil traité, elle peut considérer le présent Protocole comme la base légale de l'extradition pour les infractions pénales auxquelles le présent article s'applique.

4. Les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent entre elles aux infractions pénales auxquelles le présent article s'applique le caractère d'infraction dont l'auteur peut être extradé.

5. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit interne de la Partie requise ou par les traités d'extradition applicables, y compris, notamment, aux conditions concernant la peine minimale requise pour extradier et aux motifs pour lesquels la Partie requise peut refuser l'extradition.

6. Les Parties s'efforcent, sous réserve de leur droit interne, d'accélérer les procédures d'extradition et de simplifier les exigences en matière de preuve y relatives en ce qui concerne les infractions pénales auxquelles s'applique le présent article.

7. Une Partie sur le territoire de laquelle se trouve l'auteur présumé de l'infraction, si elle n'extrade pas cette personne au titre d'une infraction pénale à laquelle s'applique le présent article au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants, est tenue, à la demande de la Partie requérant l'extradition, de soumettre l'affaire sans retard excessif à ses autorités compétentes aux fins de poursuites. Lesdites autorités prennent leur décision et mènent les procédures de la même manière que pour toute autre infraction analogue en vertu du droit interne de cette Partie. Les Parties intéressées coopèrent entre elles, notamment en matière de procédure et de preuve, afin d'assurer l'efficacité des poursuites.

8. Lorsqu'une Partie, en vertu de son droit interne, n'est autorisée à extradier ou remettre de toute autre manière l'un de ses ressortissants que si cette personne est ensuite renvoyée dans cette Partie pour purger la peine prononcée à l'issue du procès ou de la procédure à l'origine de la demande d'extradition ou de remise, et lorsque cette Partie et la Partie requérante s'accordent sur cette option et d'autres conditions qu'elles peuvent juger appropriées, cette extradition ou remise conditionnelle est suffisante aux fins de l'exécution de l'obligation énoncée au paragraphe 7.

24. Partijen zullen, zo mogelijk, de mogelijkheid overwegen van het sluiten van bilaterale of multilaterale overeenkomsten of regelingen die het doel dienen van, praktische uitvoering geven aan, of de bepalingen verbeteren van dit artikel.

Artikel 30
Uitlevering

1. Dit artikel zal van toepassing zijn op de strafbare feiten die vastgesteld zijn in overeenstemming met artikel 14 van dit protocol wanneer :

- a) de persoon die het onderwerp is van het verzoek om uitlevering zich bevindt op het grondgebied van de verzochte partij;
- b) het strafbare feit waarvoor om uitlevering wordt gevraagd, strafbaar is op grond van de binnenlandse wetgeving van zowel de verzoekende partij als van de verzochte partij; en
- c) het delict bestraft kan worden met een maximale gevangenisperiode of andere vormen van vrijheidsberoving van minimaal vier jaar of met een ernstigere straf of een kortere periode, zoals overeengekomen door de partijen in overeenstemming met bilaterale en multilaterale verdragen of andere internationale overeenkomsten.

2. Elk strafbaar feit waarop dit artikel van toepassing is, wordt geacht opgenomen te zijn als een delict waarvoor uitlevering kan worden toegestaan in elk bestaand uitleveringsverdrag tussen de partijen. De partijen verplichten zich tot het opnemen van dergelijke delicten als delicten waarvoor uitlevering kan worden toegestaan in elk uitleveringsverdrag dat tussen hen gesloten wordt.

3. Indien een partij die uitlevering afhankelijk maakt van het bestaan van een verdrag een verzoek om uitlevering vraagt van een andere partij waarmee de partij geen uitleveringsverdrag heeft, kan de partij dit protocol in overweging nemen als de wettelijke basis voor uitlevering met betrekking tot strafbare feiten waarop dit artikel van toepassing is.

4. Partijen die uitwisseling niet afhankelijk maken van het bestaan van een verdrag zullen de strafbare feiten waarop dit artikel van toepassing is onderling erkennen als delicten waarvoor uitlevering kan worden toegestaan.

5. Uitlevering zal onderhevig zijn aan de bepalingen die verschaft worden door de binnenlandse wetgeving van de verzochte partij of door toepasselijke uitleveringsverdragen, met inbegrip van o.a. bepalingen met betrekking tot de minimumstrafreizen voor uitwisseling en de grond waarop de verzochte partij uitlevering mag weigeren.

6. Partijen zullen, afhankelijk van hun nationale wetgeving, proberen om uitwisselingsprocedures snel af te handelen en de vereisten met betrekking tot bewijsvoering te vereenvoudigen voor alle strafbare feiten waarop dit artikel van toepassing is.

7. Indien een partij een persoon, die zich op het grondgebied van de partij bevindt en die een vermeende overtreder is, niet uitlevert voor een strafbaar feit waarop dit artikel van toepassing is, uitsluitend op grond van het feit dat hij of zij één van haar onderdanen is, zal de partij die vraagt om uitlevering verplicht zijn om de kwestie zo snel mogelijk in te dienen bij de bevoegde instanties met het oog op rechtsvervolgning. Deze instanties zullen hun beslissing nemen en hun procedures op dezelfde wijze uitvoeren als in het geval van elk ander delict van soortgelijke aard onder de binnenlandse wetgeving van die partij. De betrokken partijen zullen met elkaar overleggen, in het bijzonder over aspecten met betrekking tot de procedure en de bewijslast om de efficiëntie van een dergelijke vervolging te verzekeren.

8. Wanneer het een partij op grond van haar binnenlandse wetgeving toegestaan is één van haar onderdanen uit te leveren of anderszins over te dragen, uitsluitend op voorwaarde dat de persoon teruggestuurd zal worden naar die partij om de opgelegde straf, die voortvloeit uit de rechtszaak of andere procedures waarvoor de uitlevering of overdracht van de persoon gevraagd werd, uit te zitten, en dat de partij en de partij die vraagt om uitlevering van de persoon het eens zijn met deze optie en andere voorwaarden die zij gepast achten, zal een dergelijke voorwaardelijke uitlevering of overdracht voldoende zijn om aan de in lid 7 vermelde verplichting te voldoen.

9. Si l'extradition, demandée aux fins d'exécution d'une peine, est refusée parce que la personne faisant l'objet de cette demande est un ressortissant de la Partie requise, celle-ci, si son droit interne le lui permet, en conformité avec les prescriptions de ce droit et à la demande de la Partie requérante, envisage de faire exécuter elle-même la peine qui a été prononcée conformément au droit interne de la Partie requérante, ou le reliquat de cette peine.

10. Toute personne faisant l'objet d'une procédure en raison de l'une quelconque des infractions pénales auxquelles le présent article s'applique se voit garantir un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et de toutes les garanties prévus par le droit interne de la Partie sur le territoire de laquelle elle se trouve.

11. Aucune disposition du présent Protocole ne doit être interprétée comme faisant obligation à la Partie requise d'extrader si elle a de sérieuses raisons de penser que la demande a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques, ou que donner suite à cette demande causerait un préjudice à cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

12. Les Parties ne peuvent refuser une demande d'extradition au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

13. Avant de refuser l'extradition, la Partie requise consulte, le cas échéant, la Partie requérante afin de lui donner toute possibilité de présenter ses opinions et de donner des informations à l'appui de ses allégations.

14. Les Parties s'efforcent de conclure des accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux pour permettre l'extradition ou pour en accroître l'efficacité. Lorsque les Parties sont liées par un traité ou un arrangement intergouvernemental existant, les dispositions correspondantes de ce traité ou arrangement intergouvernemental sont applicables, à moins que les Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les paragraphes 1 à 13.

Article 31

Mesures visant à assurer l'extradition

1. Sous réserve de son droit interne et des traités d'extradition qu'elle a conclus, la Partie requise peut, à la demande de la Partie requérante et si elle estime que les circonstances le justifient et qu'il y a urgence, placer en détention une personne présente sur son territoire dont l'extradition est demandée ou prendre à son égard toutes autres mesures appropriées pour assurer sa présence lors de la procédure d'extradition.

2. Les mesures prises conformément au paragraphe 1^{er} sont notifiées, conformément au droit national, comme il convient et sans retard, à la Partie requérante.

3. Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 est en droit :

- a) De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'Etat sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle; et
- b) De recevoir la visite d'un représentant de cet Etat.

PARTIE VI. — NOTIFICATION

Article 32

Notification et échange d'informations

1. Chaque Partie soumet à la Réunion des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention, des rapports périodiques sur la mise en œuvre du présent Protocole.

2. La forme et la teneur de ces rapports sont déterminées par la Réunion des Parties. Ces rapports font partie de l'instrument de notification ordinaire de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

3. La teneur des rapports périodiques mentionnés au paragraphe 1^{er} est déterminée, eu égard, notamment, aux informations suivantes :

- a) Des informations sur les mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures prises pour mettre en œuvre le présent Protocole;
- b) Des informations, le cas échéant, sur les difficultés ou obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du présent Protocole et sur les mesures prises pour les surmonter;

9. Wanneer een uitlevering, waarom gevraagd werd ten behoeve van het uitvoeren van een vonnis, geweigerd wordt omdat de gevraagde persoon een onderdaan is van de verzochte partij, zal de verzochte partij, indien haar binnenlandse wetgeving dit toestaat en in overeenstemming met de vereisten van een dergelijke wet, na aanvraag van de verzoekende partij overwegen om het vonnis dat opgelegd is op grond van de binnenlandse wetgeving van de verzoekende partij, of het restant daarvan, uit te voeren.

10. Elke persoon waartegen procedures uitgevoerd worden in verband met de strafbare feiten waarop dit artikel van toepassing is, zullen in elk stadium van de procedures verzekerd zijn van een eerlijke behandeling en zij genieten alle rechten en verzekeringen die verschafft worden door de binnenlandse wetgeving van de partij van het grondgebied waar die persoon zich bevindt.

11. Niets in dit protocol zal geïnterpreteerd worden als een verplichting tot uitlevering indien de verzochte partij substantiële reden heeft om te geloven dat het verzoek ingediend is om de persoon te vervolgen of te straffen op grond van het geslacht, het ras, de religie, de nationaliteit, de etnische afkomst of de politieke mening van die persoon of dat het naleven van het verzoek de positie van die persoon om deze redenen in gevaar zal brengen.

12. Partijen mogen een verzoek om uitlevering niet alleen weigeren op grond van de overweging dat het delict tevens fiscale kwesties bevat.

13. Voorafgaand aan de weigering tot uitlevering, zal de verzochte partij, zo nodig, overleggen met de verzochte partij om deze voldoende gelegenheid te geven om haar meningen te presenteren en om informatie met betrekking tot de beschuldigingen te verschaffen.

14. Partijen zullen proberen om bilaterale en multilaterale overeenkomsten en regelingen aan te gaan om de uitlevering uit te voeren of de effectiviteit hiervan te verbeteren. Waar de partijen gebonden zijn door een bestaand verdrag of intergouvernementele regeling, zullen de overeenkomstige bepalingen van dat verdrag of die intergouvernementele regeling van toepassing zijn, tenzij de partijen ermee instemmen om lid 1 tot 13 in plaats daarvan toe te passen.

Artikel 31

Maatregelen om uitlevering te verzekeren

1. De verzochte partij mag, behoudens haar binnenlandse wetgeving en de uitleveringsverdragen, na overtuigd te zijn dat de omstandigheden dit rechtvaardigen en urgent zijn, op verzoek van de verzoekende partij een persoon om wiens uitlevering gevraagd is en die zich bevindt op het grondgebied van de verzochte partij aanhouden of andere gepaste maatregelen nemen om zijn of haar aanwezigheid bij de uitleveringsprocedures te verzekeren.

2. Maatregelen genomen in overeenstemming met lid 1 zullen overeenkomstig de nationale wetgeving, indien mogelijk en zo snel mogelijk, gemeld worden aan de verzoekende partij. 1.10.2016 L 268/31 Publicatieblad van de Europese Unie NL

3. Elke persoon met betrekking tot wie de maatregelen in overeenstemming met lid 1 genomen worden, zal recht hebben op :

- a) snelle communicatie met de dichtstbijzijnde geschikte vertegenwoordiger van de staat waarvan die persoon een onderdaan is of, indien die persoon staatloos is, van de staat waar die persoon gewoonlijk verblijft; en
- b) bezoek door een vertegenwoordiger van die staat.

DEEL VI. — RAPPORTEREN

Artikel 32

Verslaggeving en uitwisseling van informatie

1. Elke partij zal periodieke verslagen over de tenuitvoerlegging van dit protocol indienen bij de Vergadering van de partijen via het secretariaat van het Verdrag.

2. De indeling en inhoud van dergelijke verslagen zal bepaald worden door de Vergadering van de partijen. Deze verslagen zullen deel uitmaken van het standaard rapportage-instrument van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

3. De inhoud van de periodieke verslagen genoemd in lid 1 zal bepaald worden met inachtneming van o.a. het volgende :

- a) informatie over wetgevende, uitvoerende, bestuurlijke en andere maatregelen die genomen zijn om dit protocol ten uitvoer te leggen;
- b) informatie, zo nodig, over beperkingen of obstakels waarop men gestuit is tijdens de tenuitvoerlegging van dit protocol en over de maatregelen die genomen zijn om deze obstakels te overwinnen;

- c) Des informations, le cas échéant, sur l'aide financière et technique fournie, reçue ou demandée pour des activités relatives à l'élimination du commerce illicite des produits du tabac; et
- d) Des informations précisées à l'article 20. Dans les cas où des données pertinentes sont déjà recueillies dans le cadre du mécanisme de notification de la Conférence des Parties, la Réunion des Parties ne réalisera pas le même travail.

4. La Réunion des Parties envisage, conformément aux articles 33 et 36, de prendre des dispositions pour aider les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition qui en font la demande à s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent article.

5. La notification d'informations au titre de ces articles est régie par le droit national relatif à la confidentialité et à la vie privée. Les Parties protègent, comme convenu entre elles, toute information confidentielle qui est notifiée ou échangée.

PARTIE VII. — DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET RESSOURCES FINANCIÈRES

Article 33 Réunion des Parties

1. Il est institué une Réunion des Parties au présent Protocole. La première session de la Réunion des Parties sera convoquée par le Secrétariat de la Convention immédiatement avant ou immédiatement après la prochaine session ordinaire de la Conférence des Parties suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole.

2. Par la suite, les sessions ordinaires de la Réunion des Parties seront convoquées par le Secrétariat de la Convention immédiatement avant ou immédiatement après les sessions ordinaires de la Conférence des Parties.

3. Des sessions extraordinaires de la Réunion des Parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Réunion le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que, dans les six mois suivant sa communication aux Parties par le Secrétariat de la Convention, cette demande soit appuée par un tiers au moins des Parties.

4. Le Règlement intérieur et le Règlement financier de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac s'appliquent mutatis mutandis à la Réunion des Parties, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement.

5. La Réunion des Parties examine régulièrement la mise en œuvre du Protocole et prend les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en œuvre efficace.

6. La Réunion des Parties décide du barème et du mécanisme des contributions volontaires évaluées que versent les Parties au Protocole pour son application et d'autres ressources éventuelles pour sa mise en œuvre.

7. À chaque session ordinaire, la Réunion des Parties adopte par consensus un budget et plan de travail pour l'exercice courant jusqu'à la session ordinaire suivante, lequel est distinct du budget et plan de travail de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Article 34 Secrétariat

1. Le Secrétariat de la Convention est le Secrétariat du présent Protocole.

2. Les fonctions du Secrétariat de la Convention eu égard à son rôle de secrétariat du présent Protocole sont les suivantes :

- a) Organiser les sessions de la Réunion des Parties et de tout organe subsidiaire ainsi que des groupes de travail et autres organes établis par la Réunion des Parties et leur fournir les services nécessaires;
- b) Recevoir, analyser et transmettre les rapports qu'il reçoit en application du présent Protocole, fournir une information en retour aux Parties concernées, au besoin, et à la Réunion des Parties, et faciliter l'échange d'informations entre les Parties;
- c) Aider les Parties qui en font la demande, et en particulier les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, à compiler, communiquer et échanger les informations requises conformément aux dispositions du présent Protocole et à recenser les ressources disponibles pour faciliter l'exécution des obligations en vertu du présent Protocole;

c) informatie, zo nodig, over geleverde, ontvangen, of gevraagde financiële en technische hulp voor activiteiten met betrekking tot het beëindigen van de illegale handel in tabaksproducten; en

d) de informatie gespecificeerd in artikel 20. In die gevallen waar relevante gegevens reeds verzameld zijn als onderdeel van het verslagleggingsmechanisme van de Conferentie van de partijen, zal de Vergadering van de partijen deze inspanningen niet herhalen.

4. De Vergadering van de partijen zal, volgens artikel 33 en 36, regelingen overwegen om partijen in ontwikkelingslanden en partijen met een overgangseconomie, op hun verzoek, te helpen bij het voldoen aan hun verplichtingen op grond van dit artikel.

5. Op het verstrekken van informatie op grond van die artikelen is de nationale wetgeving met betrekking tot vertrouwelijkheid en privacy van toepassing. Partijen zullen, zoals wederzijds overeengekomen, alle vertrouwelijke informatie die verstrekt of uitgewisseld is beschermen.

DEEL VII. — INSTITUTIONELE REGELINGEN EN FINANCIËLE BRONNEN

Artikel 33 Vergadering van de partijen

1. Hierbij wordt een Vergadering van de partijen ingesteld. De eerste zitting van de Vergadering van de partijen zal onmiddellijk voor of onmiddellijk na de volgende gewone zitting van de Conferentie van de partijen na het in werking treden van dit protocol bijeengeroepen worden door het secretariaat van het Verdrag.

2. Daarna zullen gewone zittingen van de Vergadering van de partijen onmiddellijk voor of onmiddellijk na gewone zittingen van de Conferentie van de partijen bijeengeroepen worden door het secretariaat van het Verdrag.

3. Buitengewone zittingen van de Vergadering van de partijen kunnen op elk ander tijdstip worden gehouden indien de Vergadering deze noodzakelijk acht, of op schriftelijk verzoek van een partij, op voorwaarde dat dit verzoek door ten minste een derde van de partijen wordt gesteund binnen zes maanden nadat het aan hen is medegedeeld door het secretariaat van het Verdrag.

4. Het reglement voor de procesvoering en de financiële regelingen van de Conferentie van de partijen van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging zullen van overeenkomstige toepassing zijn op de Vergadering van de partijen, tenzij de Vergadering van de partijen anders besluit.

5. De Vergadering van de partijen zal de tenuitvoerlegging van het protocol regelmatig herzien en de nodige beslissingen nemen om de effectieve tenuitvoerlegging te bevorderen.

6. De Vergadering van de partijen zal besluiten over de schaal en het mechanisme van de vrijwillig vastgestelde bijdragen van de partijen aan het protocol voor de werking van dit protocol evenals andere mogelijke middelen voor de tenuitvoerlegging ervan.

7. Tijdens elke gewone zitting zal de Vergadering van de partijen bij consensus een begroting en werkplan aannemen voor de financiële periode tot de volgende gewone zitting, die zullen afwijken van de begroting en het werkplan van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

Artikel 34 Secretariaat

1. Het secretariaat van het Verdrag is het secretariaat van dit protocol.

2. De functies van het secretariaat van het Verdrag met betrekking tot zijn rol als het secretariaat van dit protocol zijn de volgende :

- a) het treffen van regelingen voor sessies van de Vergadering van de partijen en alle hulporganen, evenals werkgroepen en andere organen die vastgesteld zijn door de Vergadering van de partijen en die hen zo nodig voorzien van diensten;
- b) zo nodig het ontvangen, analyseren, overbrengen en verschaffen van feedback aan de betrokken partijen en aan de Vergadering van de partijen over de in overeenstemming met dit protocol ontvangen verslagen en het vergemakkelijken van de uitwisseling van informatie tussen de partijen;
- c) het op verzoek verschaffen van ondersteuning aan de partijen, vooral aan partijen in ontwikkelingslanden en partijen met een overgangseconomie, bij het samenstellen, communiceren en uitwisselen van informatie, zoals vereist in overeenstemming met de bepalingen van dit protocol, en hulp bij het identificeren van beschikbare middelen om het uitvoeren van de verplichtingen op grond van dit protocol mogelijk te maken;

- d) Etablir des rapports sur ses activités en vertu du présent Protocole sous l'autorité de la Réunion des Parties et les soumettre à la Réunion des Parties;
- e) Assurer, sous l'autorité de la Réunion des Parties, la coordination nécessaire avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents;
- f) Prendre, sous l'autorité de la Réunion des Parties, les dispositions administratives ou contractuelles nécessaires à l'accomplissement efficace de ses fonctions en tant que Secrétariat du présent Protocole;
- g) Recevoir et examiner les demandes d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales souhaitant être accréditées en qualité d'observateur auprès de la Réunion des Parties, tout en s'assurant qu'elles n'ont pas de liens avec l'industrie du tabac, et présenter les demandes examinées à la Réunion des Parties pour examen; et
- h) S'acquitter des autres fonctions de secrétariat précisées par le présent Protocole ainsi que des autres fonctions qui pourront lui être assignées par la Réunion des Parties.

Article 35

Relations entre la Réunion des Parties et les organisations intergouvernementales

Afin d'assurer la coopération technique et financière requise pour atteindre l'objectif du présent Protocole, la Réunion des Parties peut solliciter la coopération des organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes, y compris des institutions financières et de développement.

Article 36

Ressources financières

1. Les Parties reconnaissent le rôle important que jouent les ressources financières pour atteindre l'objectif du présent Protocole, et soulignent l'importance de l'article 26 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en vue d'atteindre les objectifs de ladite Convention.

2. Chaque Partie fournit un appui financier en faveur des activités nationales visant à atteindre l'objectif du présent Protocole, conformément aux plans, priorités et programmes nationaux.

3. Les Parties encouragent, le cas échéant, l'utilisation des voies bilatérales, régionales, sous-régionales et autres voies multilatérales pour fournir des fonds destinés à renforcer les capacités des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition dans le but d'atteindre les objectifs du présent Protocole.

4. Sans préjudice des dispositions de l'article 18, les Parties sont encouragées, sous réserve de leur législation et de leurs politiques nationales et le cas échéant, à utiliser tout produit confisqué tiré du commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication pour atteindre les objectifs énoncés dans le présent Protocole.

5. Les Parties représentées dans les organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes et les institutions financières et de développement encouragent ces entités à fournir une assistance financière aux pays en développement Parties et aux Parties à économie en transition afin de les aider à s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent Protocole, sans limitation du droit à la participation au sein de ces organisations.

6. Les Parties sont convenues que :

- a) Pour permettre aux Parties de s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent Protocole, toutes les ressources potentielles et existantes pertinentes qui sont disponibles pour les activités liées aux objectifs du présent Protocole doivent être mobilisées et utilisées en faveur de toutes les Parties, surtout des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition; et que
- b) Le Secrétariat de la Convention conseille les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, sur leur demande, au sujet des sources de financement existantes afin de les aider à exécuter leurs obligations en vertu du présent Protocole.

- d) het opstellen van verslagen over haar activiteiten op grond van dit protocol onder begeleiding van en voor indiening bij de Vergadering van de partijen;
- e) het onder de begeleiding van de Vergadering van de partijen verzekeren van de nodige coördinatie met de bevoegde internationale en regionale intergouvernementele organisaties en andere lichamen;
- f) het onder begeleiding van de Vergadering van de partijen aangaan van bestuurlijke of contractuele regelingen, die vereist kunnen zijn voor het effectief uitoefenen van haar functies als secretariaat van dit protocol;
- g) het ontvangen en herzien van aanvragen van intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties die geaccrediteerd willen worden als waarnemer van de Vergadering van de partijen, het gelijktijdig controleren dat zij niet gerelateerd zijn aan de tabaksindustrie, en het ter overweging voorleggen van de herziene aanvragen aan de Vergadering van de partijen; en
- h) het uitvoeren van andere functies van het secretariaat, die gespecificeerd worden in dit protocol en andere soortgelijke functies, die bepaald worden door de Vergadering van de partijen.

Artikel 35

Betrekkingen tussen de Vergadering van de partijen en intergouvernementele organisaties

De Vergadering van de partijen kan vragen om de medewerking van geschikte internationale en regionale intergouvernementele organisaties, met inbegrip van financiële en ontwikkelingsinstellingen, om technische en financiële medewerking te verschaffen voor het bereiken van de doelstellingen van dit protocol.

Artikel 36

Financiële middelen

1. Partijen erkennen de belangrijke rol die financiële middelen spelen in het realiseren van de doelstellingen van dit protocol, en erkennen het belang van artikel 26 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging bij het realiseren van de doelstellingen van het verdrag.

2. Elke partij zal financiële ondersteuning verschaffen met betrekking tot haar nationale activiteiten die bedoeld zijn voor het realiseren van de doelstelling van dit protocol, in overeenstemming met de nationale plannen, prioriteiten en programma's.

3. Partijen zullen zo mogelijk het gebruik van bilaterale, regionale, subregionale en andere multilaterale kanalen aanmoedigen om financiering te verschaffen voor het versterken van de capaciteit van ontwikkelingslanden en landen met een overgangseconomie om te voldoen aan de doelstellingen van dit protocol.

4. Onverminderd artikel 18 worden de partijen aangemoedigd om, afhankelijk van hun nationale wetgeving en beleid en waar mogelijk, de in beslag genomen opbrengsten afkomstig uit de illegale handel in tabak, tabaksproducten en productieapparatuur te gebruiken om de doelstellingen van dit protocol te realiseren.

5. Partijen vertegenwoordigd in relevante regionale en internationale intergouvernementele organisaties en financiële en ontwikkelingsinstellingen moeten deze entiteiten aanmoedigen om financiële hulp te verschaffen aan partijen in ontwikkelingslanden en aan partijen met een overgangseconomie om hen te helpen te voldoen aan hun verplichtingen op grond van dit protocol, zonder de rechten op vertegenwoordiging binnen deze organisaties te beperken.

6. Partijen komen overeen :

- a) partijen te helpen bij het voldoen aan hun verplichtingen op grond van dit protocol, alle relevante potentiële en bestaande middelen die beschikbaar zijn voor activiteiten met betrekking tot de doelstellingen van dit protocol moeten gemobiliseerd en gebruikt worden ten gunste van alle partijen, vooral partijen in ontwikkelingslanden en partijen met een overgangseconomie; en
- b) het secretariaat van het Verdrag zal partijen in ontwikkelingslanden en partijen met een overgangseconomie op verzoek adviseren over beschikbare financieringsmiddelen om hen in staat te stellen hun verplichtingen onder dit protocol na te komen.

7. Les Parties peuvent exiger de l'industrie du tabac qu'elle prenne en charge toutes dépenses découlant de l'exécution de leurs obligations pour atteindre les objectifs du présent Protocole, dans l'esprit de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

8. Les Parties s'efforcent, sous réserve de leur droit interne, de parvenir à l'autofinancement de la mise en œuvre du Protocole, y compris en prélevant des taxes et d'autres formes de redevances sur les produits.

PARTIE VIII. — RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 37 Règlement des différends

Le règlement des différends entre Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole est régi par l'article 27 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

PARTIE IX. — ELABORATION ULTERIEURE DU PROTOCOLE

Article 38 Amendements au présent Protocole

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.

2. Les amendements au présent Protocole sont examinés et adoptés par la Réunion des Parties. Le texte de tout amendement proposé au présent Protocole est communiqué aux Parties par le Secrétariat de la Convention six mois au moins avant la session à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat de la Convention communique aussi les amendements proposés aux signataires du présent Protocole et, pour information, au Dépositaire.

3. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus au sujet de tout amendement proposé au présent Protocole. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes à la session. Aux fins du présent article, on entend par Parties présentes et votantes les Parties présentes et votant pour ou contre. Tout amendement adopté est communiqué par le Secrétariat de la Convention au Dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.

4. Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur entre les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le Dépositaire, des instruments d'acceptation déposés par les deux tiers au moins des Parties.

5. L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt par ladite Partie, auprès du Dépositaire, de son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 39

Adoption et amendement des annexes au présent Protocole

1. Toute Partie peut proposer une annexe au présent Protocole et proposer des amendements aux annexes au présent Protocole.

2. Les annexes ne contiennent que des listes, des formulaires et divers autres éléments de description relatifs aux questions procédurales, scientifiques, techniques ou administratives.

3. Les annexes au présent Protocole et les amendements y relatifs sont proposés, sont adoptés et entrent en vigueur selon la procédure énoncée à l'article 38.

PARTIE X. — DISPOSITIONS FINALES

Article 40 Réserves

Aucune réserve ne pourra être faite au présent Protocole.

Article 41 Dénonciation

1. À tout moment après l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie, ladite Partie peut dénoncer le Protocole par notification écrite donnée au Dépositaire.

7. Partijen kunnen eisen dat de tabaksindustrie alle kosten draagt die gerelateerd zijn aan de verplichtingen van een partij om de doelstellingen van dit protocol te realiseren, in overeenstemming met artikel 5.3 van het WGO- Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

8. Partijen zullen proberen om, afhankelijk van hun binnenlandse wetgeving, zelfstandige financiering voor de tenuitvoerlegging van het protocol te realiseren, inclusief door het heffen van belastingen en andere toeslagen op tabaksproducten.

DEEL VIII. — BESLECHTING VAN GESCHILLEN

Artikel 37 Beslechting van geschillen

De beslechting van geschillen tussen de partijen met betrekking tot de interpretatie of toepassing van dit protocol wordt geregeerd door artikel 27 van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

DEEL IX. — ONTWIKKELING VAN HET PROTOCOL

Artikel 38 Wijzigingen van dit protocol

1. Elke partij kan wijzigingen van dit protocol voorstellen.

2. Wijzigingen van dit protocol worden overwogen en aangenomen door de Vergadering van de partijen. De tekst van een voorgestelde wijziging van dit protocol zal ten minste zes maanden vóór de sessie waarop de tekst behandeld wordt, aan de partijen worden medege-deeld door het secretariaat van het Verdrag. Het secretariaat van het Verdrag zal de voorgestelde wijzigingen tevens communiceren aan de ondertekenaars van dit protocol en, ter informatie, aan de depositaris.

3. De partijen zullen alles proberen om tot een overeenstemming bij consensus te komen over elke voorgestelde wijziging van dit protocol. Indien alle pogingen tot het bereiken van een consensus hebben gefaald en er geen overeenkomst bereikt is, zal de wijziging als laatste redmiddel aangenomen worden met een driekwartmeerderheid van de aanwezige stemgerechtigde partijen. Voor toepassing van dit artikel wordt onder „aanwezige stemgerechtigde partijen” verstaan de partijen die aanwezig zijn en voor- of tegenstemmen. Elke aangenomen wijziging zal door het secretariaat van het Verdrag gecommuniceerd worden aan de depositaris, die de wijziging ter goedkeuring zal rondsturen aan alle partijen.

4. Acceptatie-instrumenten met betrekking tot een wijziging zullen gedeponneerd worden bij de depositaris. Een wijziging die is aangenomen in overeenstemming met lid 3 zal van kracht worden voor de partijen die de wijziging geaccepteerd hebben op de 90e dag na de datum waarop de depositaris een akte van aanvaarding ontvangen heeft van minimaal tweederde van de partijen.

5. De wijziging zal van kracht worden voor elke andere partij op de 90 dag na de datum waarop die partij haar akte van aanvaarding voor de genoemde wijziging deponeert bij de depositaris.

Artikel 39

Aannemen en wijzigen van bijlagen van dit protocol

1. Elke partij kan voorstellen indienen voor een bijlage bij dit protocol en mag wijziging van de bijlagen bij dit protocol voorstellen.

2. Bijlagen zullen beperkt zijn tot lijsten, formulieren en ander beschrijvend materiaal met betrekking tot procedurele, wetenschappelijke, technische of bestuurlijke kwesties.

3. Bijlagen bij dit protocol en wijzigingen hieraan zullen voorgesteld, aangenomen en van kracht worden in overeenstemming met de procedure die is vastgesteld in artikel 38.

DEEL X. — SLOTBEPALINGEN

Artikel 40 Voorbehoud

Ten aanzien van dit protocol kan geen enkel voorbehoud worden gemaakt.

Artikel 41 Terugtrekking

1. Twee jaar na de datum waarop dit protocol voor een partij van kracht is geworden, mag die partij zich op elk moment terugtrekken uit het protocol door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de depositaris.

2. La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le Dépositaire en aura reçu notification, ou à toute autre date ultérieure qui serait spécifiée dans la notification.

3. Toute Partie qui aura dénoncé la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac est réputée avoir dénoncé également le présent Protocole, avec effet à la date de la dénonciation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Article 42
Droit de vote

1. Chaque Partie au présent Protocole dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.

2. Les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines relevant de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats Membres qui sont Parties au Protocole. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs Etats Membres exerce le sien, et inversement.

Article 43
Signature

Le Protocole sera ouvert à la signature de toutes les Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac au Siège de l'Organisation mondiale de la Santé à Genève, du 10 au 11 janvier 2013, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, jusqu'au 9 janvier 2014.

Article 44
Ratification, acceptation, approbation, confirmation formelle
ou adhésion

1. Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des Etats et à la confirmation formelle ou à l'adhésion des organisations d'intégration économique régionale Parties à la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Il sera ouvert à l'adhésion dès le lendemain du jour où il cessera d'être ouvert à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient Partie au présent Protocole sans qu'aucun de ses Etats Membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans le Protocole. Lorsqu'un ou plusieurs Etats Membres d'une organisation sont Parties au Protocole, l'organisation et ses Etats Membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu du Protocole. En pareil cas, l'organisation et les Etats Membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre du Protocole.

3. Les organisations d'intégration économique régionale indiquent, dans leurs instruments de confirmation formelle ou dans leurs instruments d'adhésion, l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par le présent Protocole. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au Dépositaire, qui en informe à son tour les Parties.

Article 45
Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion auprès du Dépositaire.

2. À l'égard de chacune des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement le présent Protocole ou y adhère après que les conditions énoncées au paragraphe 1 en ce qui concerne l'entrée en vigueur ont été remplies, le Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion.

3. Aux fins du présent article, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale ne doit être considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les Etats Membres de ladite organisation.

2. De terugtrekking wordt van kracht na het verstrijken van een jaar na de datum waarop de depositaris de kennisgeving van terugtrekking heeft ontvangen of op enige latere datum die vermeld kan zijn in de kennisgeving van terugtrekking.

3. Een partij die zich terugtrekt uit het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging zal tevens geacht worden zich teruggetrokken te hebben uit dit protocol, met ingang vanaf de datum van terugtrekking uit het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging.

Artikel 42
Stemrecht

1. Elke partij van dit protocol heeft één stem, met uitzondering van het bepaalde in lid 2.

2. Regionale organisaties voor economische integratie beschikken ter zake van binnen hun bevoegdheid vallende aangelegenheden over een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal stemmen van hun lidstaten die partij zijn bij het protocol. Een dergelijke organisatie zal haar stemrecht niet uitoefenen als één van haar lidstaten zijn recht uitoefent, en vice versa.

Artikel 43
Ondertekening

Het protocol zal van 10 tot 11 januari 2013 voor alle partijen bij het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging ter ondertekening liggen op het hoofdkantoor van de Wereldgezondheidsorganisatie in Genève en daarna op het hoofdkantoor van de Verenigde Naties in New York tot 9 januari 2014.

Artikel 44
Ratificatie, aanvaarding, goedkeuring, formele bevestiging
of toetreding

1. Dit protocol is afhankelijk van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring of toetreding door staten en van formele bevestiging of toetreding door regionale organisaties voor economische integratie die partij zijn in het WGO- Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging. Het zal beschikbaar zijn voor toetreding vanaf de dag na de datum waarop het protocol gesloten is voor ondertekening. De akten van ratificatie, aanvaarding, goedkeuring, formele bevestiging of toetreding dienen te worden neergelegd bij de depositaris.

2. Elke regionale organisatie voor economische integratie die een partij wordt zonder dat haar lidstaten partij zijn, zal gebonden zijn aan alle verplichtingen op grond van dit protocol. In het geval van organisaties waarvan één of meer lidstaten een partij zijn, zullen de organisatie en haar lidstaten besluiten over hun respectievelijke verantwoordelijkheden voor de uitvoering van hun verplichtingen onder dit protocol. In dergelijke gevallen zijn de organisatie en de lidstaten niet gerechtigd de uit dit protocol voortvloeiende rechten gelijktijdig uit te oefenen.

3. Regionale organisaties voor economische integratie zullen in hun akte met betrekking tot formele bevestiging of in hun akte van toetreding hun mate van bevoegdheid met betrekking tot de kwesties, die door dit protocol geregeerd worden, aangeven. Deze organisaties zullen tevens de depositaris informeren, die vervolgens de partijen zal informeren, over materiële wijzigingen in hun mate van bevoegdheid.

Artikel 45
Inwerkingtreding

1. Dit protocol treedt in werking op de negentigste dag na de datum van nederlegging van de 40e akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bij de depositaris.

2. Voor elke partij van het WGO-Kaderverdrag inzake tabaksontmoediging die dit protocol ratificeert, aanvaardt, goedkeurt of formeel bevestigt of hiertoe toetreedt nadat de voorwaarden voor inwerkingtreding beschreven in lid 1 vervuld zijn, zal dit protocol in werking treden op de negentigste dag na de datum van deponering van de akte van ratificatie, aanvaarding, toetreding of formele bevestiging.

3. Ten behoeve van dit artikel wordt een door een regionale organisatie voor economische integratie neergelegde akte niet meegeteld naast de door haar lidstaten neergelegde akten van die organisatie.

Article 46
Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire du présent Protocole.

Article 47
Textes faisant foi

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Artikel 46
Depositaris

De secretaris-generaal van de Verenigde Naties is de depositaris van dit protocol.

Artikel 47
Authentieke teksten

Het oorspronkelijke exemplaar van dit protocol, waarvan de Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt neergelegd bij de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

Etats/ Organisations	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
AFRIQUE DU SUD	10/01/2013	Indéterminé		
ALLEMAGNE	01/10/2013	Ratification	31/10/2017	25/09/2018
ARABIE SAOUDITE		Adhésion	09/10/2015	25/09/2018
AUTRICHE	09/01/2014	Ratification	28/10/2014	25/09/2018
BELGIQUE	17/05/2013	Ratification	22/02/2019	23/05/2019
BOTSWANA	01/10/2013	Indéterminé		
BRESIL		Adhésion	14/06/2018	25/09/2018
BURKINA FASO	08/03/2013	Ratification	30/03/2016	25/09/2018
BENIN	24/09/2013	Ratification	06/07/2018	04/10/2018
CHINE (REP. POPU- LAIRE)	10/01/2013	Indéterminé		
CHYPRE	23/10/2013	Ratification	29/08/2017	25/09/2018
COLOMBIE	21/02/2013	Indéterminé		
COMORES		Adhésion	14/10/2016	25/09/2018
CONGO (REP.)		Adhésion	14/05/2015	25/09/2018
CONGO (REP. DEM.)	09/12/2013			
COREE DU SUD	10/01/2013	Indéterminé		
COSTA-RICA	21/03/2013	Ratification	07/03/2017	25/09/2018
COTE D'IVOIRE	24/09/2013	Ratification	25/05/2016	25/09/2018
DANEMARK	07/01/2014	Indéterminé		
EQUATEUR	25/09/2013	Ratification	15/10/2015	25/09/2018
ESPAGNE		Adhésion	23/12/2014	25/09/2018
FIDJI	11/07/2013	Indéterminé		
FINLANDE	25/09/2013	Indéterminé		
FRANCE	10/01/2013	Ratification	30/11/2015	25/09/2018
GABON	10/01/2013	Acceptation	01/10/2014	25/09/2018
GAMBIE		Adhésion	26/09/2016	25/09/2018
GHANA	24/09/2013	Indéterminé		
GRECE	09/07/2013	Indéterminé		
GUINEE		Adhésion	09/05/2017	25/09/2018
GUINEE-BISSAU	24/09/2013			
INDE		Adhésion	05/06/2018	25/09/2018
IRAK		Adhésion	02/12/2015	25/09/2018
IRAN	07/01/2014	Ratification	27/08/2018	25/11/2018

Etats/ Organisations	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
IRLANDE	20/12/2013	Indéterminé		
ISRAËL	23/12/2013	Indéterminé		
KENYA	29/05/2013	Indéterminé		
KOWEIT	11/11/2013	Ratification	21/02/2019	22/05/2019
LETTONIE		Adhésion	04/02/2016	25/09/2018
LIBYE	10/01/2013	Indéterminé		
LITUANIE	06/09/2013	Ratification	14/12/2016	25/09/2018
MACEDOINE DU NORD	08/01/2014	Indéterminé		
MADAGASCAR	25/09/2013	Ratification	21/09/2017	25/09/2018
MALI	08/01/2014	Ratification	17/06/2016	25/09/2018
MALTE		Adhésion	02/08/2018	31/10/2018
MAURICE		Adhésion	26/06/2018	25/09/2018
MONGOLIE	01/11/2013	Ratification	08/10/2014	25/09/2018
MONTENEGRO	01/07/2013	Ratification	11/10/2017	25/09/2018
MYANMAR	10/01/2013	Indéterminé		
NICARAGUA	10/01/2013	Ratification	20/12/2013	25/09/2018
NIGER		Adhésion	12/07/2017	25/09/2018
NORVEGE	16/10/2013	Ratification	29/06/2018	27/09/2018
PAKISTAN		Adhésion	29/06/2018	27/09/2018
PANAMA	10/01/2013	Ratification	23/09/2016	25/09/2018
PAYS-BAS	06/01/2014	Indéterminé		
PORTUGAL	08/01/2014	Ratification	22/07/2015	25/09/2018
QATAR	18/06/2013	Ratification	02/07/2018	30/09/2018
ROYAUME-UNI	17/12/2013	Ratification	27/06/2018	25/09/2018
SAMOA		Adhésion	29/06/2018	27/09/2018
SERBIE		Adhésion	30/06/2017	25/09/2018
SLOVAQUIE		Adhésion	25/09/2017	25/09/2018
SLOVENIE	06/01/2014	Indéterminé		
SOUDAN	30/09/2013	Indéterminé		
SRI LANKA		Adhésion	08/02/2016	25/09/2018
SUEDE	06/01/2014	Indéterminé		
SWAZILAND		Adhésion	21/09/2016	25/09/2018
SYRIE	10/01/2013	Indéterminé		
SENEGAL		Adhésion	31/08/2016	25/09/2018
TANZANIE	24/09/2013	Indéterminé		
TCHAD		Adhésion	13/06/2018	25/09/2018
TOGO	09/01/2014	Ratification	31/01/2018	25/09/2018
TUNISIE	11/01/2013	Indéterminé		
TURKMENISTAN		Adhésion	30/03/2015	25/09/2018
TURQUIE	10/01/2013	Ratification	26/04/2018	25/09/2018

Etats/ Organisations	Date Authentification	Type de consentement	Date Consentement	Entrée Vigueur locale
URUGUAY	10/01/2013	Ratification	24/09/2014	25/09/2018
Union Européenne	20/12/2013	Confirmation for- melle	24/06/2016	25/09/2018
YEMEN (REP)	07/01/2014	Indéterminé		

Staten / Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
België	17/05/2013	Bekrachtiging	22/02/2019	23/05/2019
BENIN	24/09/2013	Bekrachtiging	06/07/2018	04/10/2018
BOTSWANA	01/10/2013	Onbepaald		
BRAZILIE		Toetreding	14/06/2018	25/09/2018
BURKINA FASO	08/03/2013	Bekrachtiging	30/03/2016	25/09/2018
CHINA (VOLKSRE- PUBLIEK)	10/01/2013	Onbepaald		
COLOMBIA	21/02/2013	Onbepaald		
COMOREN		Toetreding	14/10/2016	25/09/2018
CONGO (REP)		Toetreding	14/05/2015	25/09/2018
CONGO (DEM- REP.)	09/12/2013			
COSTA-RICA	21/03/2013	Bekrachtiging	07/03/2017	25/09/2018
CYPRUS	23/10/2013	Bekrachtiging	29/08/2017	25/09/2018
DENEMARKEN	07/01/2014	Onbepaald		
DUITSLAND	01/10/2013	Bekrachtiging	31/10/2017	25/09/2018
ECUADOR	25/09/2013	Bekrachtiging	15/10/2015	25/09/2018
Europese Unie	20/12/2013	Formele confirmatie	24/06/2016	25/09/2018
FIJI	11/07/2013	Onbepaald		
FINLAND	25/09/2013	Onbepaald		
FRANKRIJK	10/01/2013	Bekrachtiging	30/11/2015	25/09/2018
GABON	10/01/2013	Aanvaarding	01/10/2014	25/09/2018
GAMBIA		Toetreding	26/09/2016	25/09/2018
GHANA	24/09/2013	Onbepaald		
GRIEKENLAND	09/07/2013	Onbepaald		
GUINEA		Toetreding	09/05/2017	25/09/2018
GUINEE-BISSAU	24/09/2013			
IERLAND	20/12/2013	Onbepaald		
INDIA		Toetreding	05/06/2018	25/09/2018
IRAK		Toetreding	02/12/2015	25/09/2018
IRAN	07/01/2014	Bekrachtiging	27/08/2018	25/11/2018
ISRAEL	23/12/2013	Onbepaald		
IVOORKUST	24/09/2013	Bekrachtiging	25/05/2016	25/09/2018
JEMEN (REP.)	07/01/2014	Onbepaald		
KENYA	29/05/2013	Onbepaald		
KOEWEIT	11/11/2013	Bekrachtiging	21/02/2019	22/05/2019
KOREA (ZUID)	10/01/2013	Onbepaald		
LETLAND		Toetreding	04/02/2016	25/09/2018

Staten / Organisaties	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
LIBIE	10/01/2013	Onbepaald		
LITOUWEN	06/09/2013	Bekrachtiging	14/12/2016	25/09/2018
NOORD-MACEDONIE	08/01/2014	Onbepaald		
MADAGASCAR	25/09/2013	Bekrachtiging	21/09/2017	25/09/2018
MALI	08/01/2014	Bekrachtiging	17/06/2016	25/09/2018
MALTA		Toetreding	02/08/2018	31/10/2018
MAURITIUS		Toetreding	26/06/2018	25/09/2018
MONGOLIE	01/11/2013	Bekrachtiging	08/10/2014	25/09/2018
MONTENEGRO	01/07/2013	Bekrachtiging	11/10/2017	25/09/2018
MYANMAR	10/01/2013	Onbepaald		
NEDERLAND	06/01/2014	Onbepaald		
NICARAGUA	10/01/2013	Bekrachtiging	20/12/2013	25/09/2018
NIGER		Toetreding	12/07/2017	25/09/2018
NOORWEGEN	16/10/2013	Bekrachtiging	29/06/2018	27/09/2018
OOSTENRIJK	09/01/2014	Bekrachtiging	28/10/2014	25/09/2018
PAKISTAN		Toetreding	29/06/2018	27/09/2018
PANAMA	10/01/2013	Bekrachtiging	23/09/2016	25/09/2018
PORTUGAL	08/01/2014	Bekrachtiging	22/07/2015	25/09/2018
QATAR	18/06/2013	Bekrachtiging	02/07/2018	30/09/2018
SAMOA		Toetreding	29/06/2018	27/09/2018
SAOEDI-ARABIË		Toetreding	09/10/2015	25/09/2018
SENEGAL		Toetreding	31/08/2016	25/09/2018
SERVIË		Toetreding	30/06/2017	25/09/2018
SLOVAKIJE		Toetreding	25/09/2017	25/09/2018
SLOVENIE	06/01/2014	Onbepaald		
SOEDAN	30/09/2013	Onbepaald		
SPANJE		Toetreding	23/12/2014	25/09/2018
SRI LANKA		Toetreding	08/02/2016	25/09/2018
SWAZILAND		Toetreding	21/09/2016	25/09/2018
SYRIE	10/01/2013	Onbepaald		
TANZANIA	24/09/2013	Onbepaald		
TOGO	09/01/2014	Bekrachtiging	31/01/2018	25/09/2018
TSJAAD		Toetreding	13/06/2018	25/09/2018
TUNESIE	11/01/2013	Onbepaald		
TURKIJE	10/01/2013	Bekrachtiging	26/04/2018	25/09/2018
TURKMENISTAN		Toetreding	30/03/2015	25/09/2018
URUGUAY	10/01/2013	Bekrachtiging	24/09/2014	25/09/2018
VERENIGD KONINKRIJK	17/12/2013	Bekrachtiging	27/06/2018	25/09/2018
ZUID-AFRIKA	10/01/2013	Onbepaald		
ZWEDEN	06/01/2014	Onbepaald		